

Transnational Associations

The review of the Union of International Associations



5/96

Modernization of
Trade unions in Europe

L'internationalisme
dans le mouvement
des femmes

Revue trimestrielle
septembre - octobre 96
Bureau de dépôt Bruxelles X

Associations transnationales

La revue de l'Union des associations internationales

Transnational Associations

Associations transnationales

Transnational Associations is a unique bilingual journal whose aim is to deal with major current problems within the perspective of international nongovernmental organizations. It is intended to provide a forum for authoritative information and independent reflection on the increasing role played by these organizations in the international system, and on its philosophical, political, economic or cultural implications.

The approach is intrinsically interdisciplinary, and calls for both specialist expertise and practitioner experience in transnational association matters. *Transnational Associations* provides background information about the actions and achievements of international associations, and insight into their interrelations with intergovernmental organizations. It covers a wide range of topics, among which social organization, humanitarian law, scientific cooperation, language and culture, economic development, to cite just a few.

The programme of the review, in accordance with the principles of the UIA, clarifies general awareness concerning the association phenomenon within the framework of international relations and, in particular, informs associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them. Contributors to the journal review include association officers, research workers and specialists of association questions who engage only themselves.

Founded in Brussels in 1907 as the Central Office of International Associations, the UIA became a federation under the present name in 1910 at the 1st World Congress of International Associations. Activities were closely associated with the Institut international de bibliographie, which later became the International Federation for Documentation. Its work contributed to the creation of the League of Nations and the International Institute of Intellectual Cooperation (the predecessor of UNESCO). During the 1920s, the UIA created an International University, the first of its kind.

The UIA has consultative relations with UNESCO, UN/ECOSOC, and I.L.O. It collaborates with FAO, the Council of Europe, UNITAR, and the Commonwealth Science Council.

Associations transnationales est la seule revue traitant des grands problèmes contemporains dans la perspective des organisations internationales non gouvernementales. Elle se propose d'apporter des éléments d'information provenant des sources les plus autorisées, propres à susciter une réflexion indépendante sur l'affirmation du rôle joué par ces acteurs dans le système international et sur les aspects philosophiques, politiques, sociaux et culturels de cette évolution.

La visée adoptée est essentiellement interdisciplinaire et fait appel au savoir comme à la pratique des spécialistes du champ d'action des associations transnationales. Les documents, articles et études publiés par Associations transnationales traitent également des liens établis entre celles-ci et les organisations intergouvernementales. Les domaines couverts s'étendent aux problèmes de société, au droit humanitaire, à la coopération scientifique, aux questions linguistiques et culturelles, au développement économique ou à tout phénomène affectant la vie de ces associations.

Le programme de la revue, conformément aux buts de l'UIA I, vise à éclairer l'opinion sur la signification de la dimension associative des relations internationales, notamment en informant les associations au sujet des questions qui relèvent de leurs domaines ou de leurs intérêts communs. Les textes des auteurs publiés par la revue (dirigeants d'associations, chercheurs et spécialistes des questions associatives) n'engagent que leur opinion.

L'UIA a été créée officiellement en 1910 à Bruxelles au cours du premier congrès mondial des associations internationales. Ses fondateurs, le Sénateur Henri La Fontaine, prix Nobel de la Paix en 1913 et Paul Odet, Secrétaire général de l'Institut international de bibliographie, avaient mis sur pied en 1907 l'Office central des institutions internationales auquel l'UIA succéda sous la forme de fédération. En 1914, elle regroupait 200 organisations, soit un peu plus de la moitié de celles qui existaient à l'époque. L'UIA devait incarner, dans l'esprit de ses fondateurs, les aspirations internationalistes et les idéaux de paix qui animaient les associations et qui allaient aboutir en 1920 à la création de la Société des Nations.

L'UIA a obtenu le statut consultatif auprès de l'ECOSOC, de l'UNESCO et de l'OIT. Elle collabore avec l'UNITAR, la FAO et le Conseil de l'Europe. Elle entretient des relations générales et ponctuelles avec les organisations régionales.

L'internationalisme dans le mouvement des femmes comme
modèle d'organisation des nouveaux mouvements sociaux
par Marie-Aimée Hélie-Lucas (35)
Page 254

UNDP and organizations of civil society
Page 273

Pour une politique de civilisation
par Edgar Morin
Page 283

Modernization of trade unions in Europe
(Part I)
by Ulrich Mückenberger and Reiner Zoll
Page 289

Association News
Vie associative
Page 306

New International Organizations
Nouvelles organisations internationales
Page 309

Transnational Associations
Associations transnationales

L'internationalisme dans le mouvement des femmes comme modèle d'organisation des nouveaux mouvements sociaux

par Marie-Aimée Hélié-Lucas*

A. L'internationalisme dans le mouvement des femmes comme modèle d'organisation des nouveaux mouvements sociaux

1. *International*

Dans l'air du temps des dernières décennies du siècle, il semble nécessaire et suffisant de mettre ensemble dans une même salle des personnes de différentes nationalités - sachant qu' en toute probabilité elles ne se reverront plus ou par hasard, et n'aurons plus ou guère de contacts entre elles, moins encore qu'elles travailleront ensembles - pour baptiser une réunion "inter - nationale". Plus les participant/es viennent de différentes parties du globe - dépeçage en régions, façon Nations Unies - plus la réunion en tire un surcroît de légitimité et de représentativité. Chaque participant/e est abusivement présenté/e comme légitime porte parole de son pays ; chaque pays est implicitement conçu comme masse atomisée d'éléments interchangeables - où les catégories différentielles : races, classes, genres, ethnies, minorités, communautés, émigrés, etc... n'influent pas sur la représentativité des "expert-e-s", bref sans aucune de ces contradictions dont nos sociétés ont la quotidienne expérience - ; il s'ensuit donc que chaque partie, chaque individu/e y peut représenter le tout ! Un paradoxe, s'il en est...

Lorsque nous parlons de réseaux internationaux dans les nouveaux mouvements sociaux, ce n'est pas dans cette acception mondaine (et épistémologiquement critiquable) ; ce dont nous entendons traiter ici c'est la question de l'internationalisme dans le mouvement des femmes, c'est à dire celle d'un projet global des femmes, - comme le mouvement ouvrier a eu un projet global -, et la question de réseaux, en tant qu'ils peuvent être des instruments adéquats pour construire "une internationale", c'est à dire une forme d'organisation capable d'accomplir des tâches de changement social au niveau global, en s'appuyant sur les luttes locales et en utilisant les échanges entre acteurs sociaux par delà les frontières pour renforcer les changements aussi bien au niveau local qu'au

niveau international.

Nous examinerons brièvement ici en quoi ce nouvel internationalisme emprunte au - et se démarque du - mieux connu des projets globaux de notre siècle, l'organisation du mouvement ouvrier.

2. *L'internationale ouvrière et le mouvement global des femmes*

Historiquement, le mouvement ouvrier s'est d'emblée conçu comme international, car il était une réponse au phénomène global de l'industrialisation en rapide expansion. Le mouvement des femmes s'est également conçu comme global car l'oppression des femmes est universelle et coupe au travers des pays, des races, des religions et des classes.

Cependant, "Travailleurs de tous les pays, unissez-vous" pose en fait deux problèmes non résolus auxquels le mouvement international des femmes, parmi d'autres nouveaux mouvements sociaux, a tenté d'apporter une réponse : d'une part l'homogénéité de la catégorie concernée et d'autre part le mode opératoire du procès d'unification.

Au congrès fondateur du Parti communiste français (Congrès de Tours, 1921), le jeune Ho Chi Minh qui y était délégué de l'Indochine "française", c'est à dire colonisée (aujourd'hui Viet Nam), attirera l'attention de ses camarades sur le fait colonial, et pat suite sur la situation très particulière de ceux qui y étaient à la fois prolétaires et colonisés, - cas de figure fort insuffisamment pris en compte dans les analyses du PCF ; les prolétaires colonisés et les prolétaires français n'étaient pas nécessairement exploités de la même façon ni au même degré par le capital, on pouvait même constater que les seconds participaient éventuellement à l'exploitation des premiers; la catégorie "travailleurs", tout en demeurant pertinente par rapport au capital, devait donc être assortie d'autres catégories d'analyse, pour rendre compte des situations particulières, toutes demeurant liées par la solidarité internationale des travailleurs.

Discours peu entendu - le jeune Ho Chi Minh quitte la salle - et considéré comme frac-

* Femmes sous lois musulmanes / **Women Living under Muslim Laws** (WMULM)

annel, qui renvoie directement aux analyses des féministes sur l'oppression de genre vis à vis de l'oppression de classe, ou de race, etc... - thème sur lequel nous reviendrons ; en tout état de cause le mouvement des femmes n'a pas ignoré le problème : l'homogénéité de la catégorie "femmes" est toujours au centre des débats et les conséquences de nos différences sur nos priorités et nos stratégies, sont prises en compte par le mouvement. Sur quelle base peut donc se fonder un " Femmes de tous les pays, unissez vous" ?

D'autre part, la globalité de l'oppression, et la subséquente nécessité d'internationalisation et d'unification de la lutte avait amené les dirigeants du mouvement ouvrier à concevoir, sur le modèle du "centralisme démocratique" au niveau national, un centralisme au niveau international incarné par le Komintern. Cette forme d'organisation pyramidale décidait des priorités et des stratégies du mouvement ouvrier international, laissant ainsi peu de place à la prise en compte des situations particulières que vivaient les travailleurs dans leur contexte national et politique, et peu d'autonomie aux groupes représentant des catégories spécifiques du mouvement ouvrier. Ceux-ci durent assumer une identité - celle de travailleurs - et une seule, au détriment de leurs autres identités de colonisé, de femme, de minorité, de race, etc... Non que celles-ci soient totalement occultées, mais elles étaient définies comme moins urgentes que la lutte contre le capital.

En ce qui concerne les femmes, cette théorie des priorités a certainement repoussé aux calendes grecques les luttes spécifiques des femmes au sein des mouvements sociaux ; l'histoire récente de la décolonisation de l'Asie et de l'Afrique montre la répétition de ce processus au sein des mouvements de libération, l'identité nationale devenant alors l'identité dominante.

L'érosion des droits de la personne humaine semble directement liée à cette centralisation, ainsi que la subséquente perte de liberté en matière d'auto définition, d'identité, de priorités et de stratégies.

Les nouveaux mouvements sociaux ont opéré une rupture avec le centralisme. Le réseau, en tant que forme d'organisation, esc, en soi, une mise en question de toute forme d'orga-

nisation pyramidale, et une tentative de prendre en compte des spécificités, des identités multiples, concomitantes et qui ne sont pas forcément perçues comme contradictoires. Une des grandes innovations du mouvement des femmes est précisément d'avoir tenté de tirer toutes les conséquences de cette analyse.

Enfin, dans le mouvement ouvrier, les "cosmopolites" jouèrent un rôle essentiel dans le développement des idées et la transmission des expériences, ainsi que dans le soutien international aux luttes des uns et des autres ; intellectuels, dirigeants, étudiants, militants, ils voyageaient, documentaient, transmettaient, informaient mais aussi ils s'écrivaient de façon régulière et fréquente, formaient des "clubs de correspondance" ; les dirigeants des divers groupes socialistes, communistes, libertaires et anarchistes en occident, et plus tard les dirigeants des luttes anti coloniales en Afrique et en Asie, n'étaient pas des inconnus les uns pour les autres ; que ce soit personnellement, ou par correspondance, ou à travers des articles et comptes rendus, publiés ou non, mais circulés par les militants, ils étaient au fait du travail les uns des autres.

Les femmes ont d'ailleurs joué un rôle important à ce niveau : Emma Goldman ou Rosa Luxembourg ont voyagé, vécu et milité dans différents pays ; elles ont écrit, correspondu et ont facilité l'accès aux expériences menées ailleurs.

L'échange d'information, la correspondance entre dirigeant/es, même d'obédience diverses, est certainement une des caractéristiques que le nouvel internationalisme a retenu de l'histoire et du rôle des cosmopolites ; le mouvement des femmes le pratiqua abondamment et peut donner au spectateur naïf l'impression que nous nous sommes toutes déjà maintes fois rencontrées; il n'en est rien, mais nous connaissons le travail les unes des autres et l'utilisons réciproquement, nous correspondons souvent parfois pendant des années, pour des motifs "professionnels", avant de nous rencontrer. L'expansion des échanges entre femmes et l'organisation de femmes ouvre de plus en plus à de toutes petites initiatives locales l'accès au monde du mouvement international.

Ce que les nouveaux mouvements sociaux

plus particulièrement le mouvement des femmes ont certainement emprunté au mouvement ouvrier, c'est la notion de solidarité internationale : apporter son soutien, sous diverses formes, aux autres initiatives de femmes dans le monde, découle de la prise de conscience que non seulement l'oppression des femmes est globale, mais encore que toute conquête de droits ici ou là peut servir, en dernière analyse, la cause des femmes dans le monde entier, et inversement que toute reculée, perte de droits ici ou là constitue une menace pour toutes les femmes.

3. Globalisation et nouveaux mouvements sociaux

Le nouvel internationalisme et la création de réseaux est en quelque sorte la réponse du berger à la bergère : ce sont les moyens mis en place pour faire face à la globalisation des problèmes économiques et sociaux, et pour palier à la carence ou aux insuffisances des moyens de lutte traditionnels, syndicats et partis.

Cependant, nous ne pouvons non plus ignorer que dans ce contexte politique mondial, se développe une autre réponse à la globalisation, celle des fondamentalismes.

"La globalisation est multidéterminée (par le marché, la surveillance, la militarisation, l'industrialisme, le patriarcat, l'informatisme, le racisme). Les processus de globalisation impliquent que l'hégémonie ne se situe plus seulement en un seul territoire (national, régional, bloc), pas plus qu'elle ne se situe en un seul sujet (la classe capitaliste internationale), ni avec un déterminant principal (économique, militaire) ou à un niveau préférentiel (l'état-national). Les processus de globalisation...donnent naissance à des mouvements sociaux démocratiques et pluralistes.../... Mais ils donnent aussi naissance à des mouvements sociaux autoritaires.../... La globalisation engendre des identités internationales et extra territoriales aussi bien que locales de natures différentes et souvent contradictoires. Cela implique une centralisation croissante au niveau global et par les

instances globales, et par suite la possibilité et la nécessité de développer une "société civile globale" comme espace de lutte démocratique, sur des terrains globaux multiples. Les nouveaux mouvements sociaux doivent donc aussi opérer globalement. Leur lutte est à la fois cause et effet d'une culture globale variée, démocratique et pluraliste, elle même en tension avec la culture globale (c'est à dire capitaliste, occidentale, sexiste, raciste, etc...) La globalisation crée un monde (qui peut de plus en plus être vécu comme) à la fois réel et universel, permettant ainsi un universalisme global qui dépasse la foi ou l'obligation, une solidarité globale qui dépasse la communauté imaginaire" .

4. Fragmentation et identités forcées

Parallèlement à cette globalisation économique, et en apparente contradiction, s'opère aussi une fragmentation des populations. La notion de citoyenneté, basée sur l'allégeance libre et consentie à un pays composé de groupes divers est érodée au profit de regroupements non choisis mais imposés par la naissance au sein d'une communauté - péché originel que l'on ne peut renier, lien que l'on ne peut défaire. Certaines "apostasies" sont encore aujourd'hui punies de mort... comme l'affaire Rushdie, Tarak Fodda, celle de Taslima Nasreen et les femmes d'ex-Yougoslavie nous l'ont rappelé récemment.

La Déclaration universelle des droits de la personne garantit le libre choix du pays où l'on veut vivre, le libre mouvement des personnes, le libre choix confessionnel -droits dont est issue la notion de citoyenneté par rapport à celles "données" de tribu, de clan, de "communauté" ethnique, culturelle ou religieuse, toutes définitions identitaires qui dénie le choix, l'adhésion libre et consentie, la possibilité de changement.

On ne saurait ignorer que l'un des problèmes de notre siècle est la renonciation progressive à une libre définition de l'identité de la personne, et l'acceptation progressive d'"identités forcées". Le massacre des Juifs au cours de la seconde guerre mondiale, s'il en est l'expression

(1) Peter Waterman, "Globalisation, civil society, solidarity", *Transnational Association*, 2/1994, 66-85.

mieux connue et numérique, la plus importante, est loin d'en être la seule, - en Europe, Arméniens, Tsiganes, Kurdes, homosexuels - et plus récemment Yougoslaves sont là pour en témoigner...

En Afrique, après les indépendances, l'OUA, par crainte de déclencher des guerres civiles, a accepté de reconnaître les frontières coloniales qui tranchaient au vif des groupes ethniques et linguistiques. Elle n'a ainsi que retardé l'explosion; et il ne s'agit pas ici, seulement, de guerres civiles entre ethnies différentes au sein d'un même pays, mais également de dénis de citoyenneté sur la base de l'ethnie : par exemple, à la fin des années 70, lors de conflits de frontières entre ces deux pays, les gouvernements eux mêmes organisèrent le déplacement du Sénégal vers la Mauritanie de citoyens sénégalais d'origine maure et inversement déportèrent hors de Mauritanie des citoyens mauritaniens d'origine sénégalaise - cette "origine" remontant dans les deux cas à bien des générations.

Il y a eu depuis bien d'autres exemples similaires, mais je voudrais en citer encore un, récent : la catégorie d'"origine" (si floue et difficile à cerner soit-elle) a été introduite dans certains formulaires d'identité en Algérie au début des années 80.

En Asie, la partition du sous-continent indien en 1947 s'est faite sur la base de l'appartenance religieuse, avec la bénédiction britannique ; la création des Pakistan oriental et occidental pour les musulmans et de l'Inde pour les hindous occasionna des déplacements de population de plusieurs millions de personnes, foules à l'échelle de ces immenses pays; c'est aujourd'hui dans l'Inde laïque que s'est développé le concept de "communalisme", c'est à dire de lutte entre les communautés, (principalement hindoue et musulmane) consumées par les intégristes qui provoquent de véritables pogroms ; quant au Pakistan, il est devenu un des foyers les plus actifs du fondamentalisme musulman international.

Similairement, aux Etats Unis d'Amérique, le concept de melting pot a cédé devant celui de "communautés".

Les pays européens, sous la pression des émigrés du tiers monde, mettent en question le

concept d'"intégration" en tant qu'il peut être réducteur, assimilationniste et éradicateur des spécificités au seul profit de la population d'origine ; ils reconnaissent le "droit à la différence" des communautés émigrées, - travestissant ainsi la marginalisation et l'exclusion de celles-ci.

En ex-Yougoslavie, "musulman" est devenu une nationalité, lors même que la plupart des citoyens y affirment ne pas être croyants.

En France, le "droit du sol" commence à laisser la place au "droit du sang" en matière d'acquisition de la nationalité.

Nous pourrions poursuivre à l'infini ces exemples ; ils n'ont été cités que pour montrer que des pays bien différents sur le plan du "développement" et de la politique montrent des signes dangereusement identiques d'érosion de leurs fondations philosophiques, et que les conséquences - pour les peuples et certainement pour les femmes - de l'émergence d'identités forcées ont contribué à leur prise de conscience et à la formation des réseaux.

C'est dans ce cadre que le phénomène du fondamentalisme a pris sa pleine expansion, localement et internationalement; les femmes en sont très spécifiquement et souvent prioritairement affectées, dans leurs droits humains fondamentaux.

Quand on parle de fondamentalisme, en Occident, il semble que l'on se réfère automatiquement au fondamentalisme religieux musulman, la démonisation des "musulmans" ayant remplacé celle des "rouges" dans l'imaginaire des médias.

Ce faisant, la légitime dénonciation de ce phénomène dans le contexte des pays musulmans, - mais hélas dans celui ci seulement -, vient apporter de l'eau au moulin du racisme croissant qui sévit dans toute l'Europe contre les émigrés musulmans : l'Angleterre, l'Allemagne, la France, l'ex-Yougoslavie, pour ne citer que quelques pays, sont le théâtre d'agressions souvent mortelles - du crime individuel contre un émigré isolé à l'incendie des bâtiments (foyers ou immeubles) qui les abritent ainsi que leurs familles, et finalement au véritable pogrom.

Dans l'imaginaire populaire occidental, tous les musulmans sont des fondamentalistes

inversement. Bien des progressistes musulmans refusent d'ailleurs d'utiliser le terme "fondamentalisme" pour qualifier les forces d'extrême droite qui utilisent les croyances religieuses populaires à des fins politiques : ils revendiquent leur Islam éclairé comme allant aux fondements de l'inspiration coranique et s'affirment comme les véritables "fondamentalistes", vis à vis des extrémismes politiques qu'ils voudraient faire appeler "obscurantistes". On peut réentendre dans leur protestation, le cri des antifascistes allemands pendant la deuxième guerre mondiale: "nous sommes les Allemands, eux ce sont des nazis".

Il nous faut donc réaffirmer qu'il ne s'agit pas ici de religion mais de politique, et que malheureusement le phénomène fondamentaliste s'étend à tous les pays, toutes les religions, toutes les cultures.

Le phénomène fondamentaliste est le phénomène politique le plus marquant de cette fin de siècle et celui qui a le plus de conséquences pour les femmes en tant que catégorie sociale; par son universalité, il a probablement aussi déterminé les nouveaux moyens de lutte que constituent les réseaux.

Les fondamentalismes sont des mouvements politiques à la fois populaires et populistes, d'extrême droite de type fasciste, qui s'appuient sur les religions, les cultures, les appartenances ethniques pour canaliser le mécontentement populaire en situation de crise. Ils exaltent leur différence et prônent l'enfermement dans une identité de groupe qu'ils s'arrogent seuls le droit de définir et qu'ils prétendent menacée. Les femmes sont généralement, en tant que gardiennes de l'identité, de la culture, de la religion et de la pureté de la race, les premières cibles des fondamentalistes. C'est pourquoi les femmes sont toujours engagées en première ligne dans la lutte contre les fondamentalismes.

5. Femmes et fondamentalismes

C'est parce que les fondamentalismes assignent aux femmes une place spécifique de gardiennes de la tradition et dépositaires de la

survie morale, culturelle aussi bien que physique du groupe, qu'ils en font leurs premières victimes. En effet les regroupements identitaires dont notre fin de siècle est le témoin pré-supposent que les femmes soient chargées de la renaissance, de la conservation et de la transmission aux jeunes générations de cette identité - cependant que les hommes ont la charge de l'intégration dans le monde de la globalisation. En ce sens, rien de bien nouveau car il suffit de relire les thèses nazies sur la place des femmes, leur rôle maternel et conservateur de la race, pour en retrouver les bases dans les écrits fondamentalistes d'aujourd'hui.

Les différences entre pays, religions et cultures sont ici moins importantes que leurs traits communs : ainsi, partout, la moralité des femmes est mise en avant, et plus particulièrement leur moralité sexuelle, le divorce est déconsidéré ou interdit, la famille valorisée, la maternité célébrée, la procréation conseillée, la contraception et l'avortement bannis, le travail domestique considéré comme l'expression de la nature des femmes, etc...

Ainsi les fondamentalistes chrétiens exercent-ils pressions et violences pour obtenir que les Etats Unis réduisent encore les droits des femmes concernant la contraception et l'avortement. Les fondamentalistes juifs en Israël refusent le divorce et c'est devenu la loi de l'état. Les fondamentalistes musulmans prônent l'apartheid entre le monde des hommes et le monde des femmes en Iran. Certaines cultures africaines estiment que la mutilation sexuelle des femmes ou la polygamie sont essentielles à leur identité. D'autres cultures forcent les femmes à d'innombrables grossesses. Les fondamentalistes serbes organisent la purification ethnique par le viol et la mise en grossesse systématique des femmes des groupes qu'ils veulent dominer.

Dans un monde où le fondamentalisme progresse à grands pas, des lois iniques sont passées, souvent en contradiction avec les droits égaux pour tous les citoyens garantis par les constitutions des états : par exemple, des femmes sont soumises à l'autorisation de leur père ou de leur mari pour pouvoir quitter le territoire national, ou pour pouvoir travailler ; d'autres femmes sont répudiées ou divorcées

parce qu'elles ne peuvent pas avoir d'enfants ; d'autres encore voient leurs pères ou leurs maris voter en leur nom ; d'autres sont mises à mort pour adultère, soit par les instances juridiques, soit directement par leur tuteur mâle autorisé par la loi à ce faire...

On pourrait prolonger à l'infini la liste des crimes contre les droits humains des femmes, y compris ceux que la loi autorise. Mais il est important d'en tirer des conclusions : a. - d'une part, à quelques exceptions près dans le domaine de la citoyenneté ou des lois du travail, c'est massivement dans le domaine privé que ces lois atteignent les femmes, c'est à dire dans un domaine où le politique prétend ne pas intervenir mais seulement entériner l'état de choses, en somme ne rien faire d'autre qu'endorser au niveau de l'état, le culturel. Ce sont donc en priorité les lois de statut personnel qui démontrent l'influence des groupes fondamentalistes sur l'état et ce pour deux raisons :

aa. - d'abord, comme nous l'avons vu, le contrôle des femmes est une pièce maîtresse de la politique fondamentaliste, parce qu'elles sont les gardiennes et les courroies de transmission de l'identité, par la maternité et l'élevage des petits enfants, - niais en même temps parce qu'aux yeux des hommes politiques, la sphère privée est négligeable ; c'est donc "l'os à ronger" que les états laissent aux fondamentalistes, lors même qu'ils les combattent dans d'autres domaines ; le sacrifice des femmes est à la base de bien des ententes politiques, de bien des maintiens de la paix entre communautés. Par exemple, Nelson Mandela, quelques mois avant les élections qui amenèrent à la Présidence de l'Afrique du Sud, a publiquement annoncé qu'il était en faveur de l'adoption de codes de statut personnel (codes de la famille) pour chaque communauté religieuse ou ethnique en Afrique du Sud ; bien entendu après des décennies d'apartheid qui ne reconnaissait que le mariage chrétien, cette mesure démagogique fut accueillie avec enthousiasme par la population, qui y vit le rétablissement de l'égalité entre les différentes communautés : ainsi un mariage musulman ou hindou, un mariage zoulou ou xosa, acquiescerait la même valeur et jouirait de la même reconnaissance sociale et légale

qu'un mariage chrétien ; mais cette "égalité" entre communautés seta acquise au détriment des droits humains des femmes et discriminerait entre elles ; ainsi les femmes nées dans la communauté musulmane seront soumises à la polygamie et à la répudiation ; les femmes nées dans une communauté tribale n'auront aucun accès à la propriété conjugale ; les femmes nées dans la communauté catholique n'auront pas accès à la contraception et à l'avortement. Là encore pas d'"apostasie" possible : c'est l'état qui décrète que le lieu de naissance dans une "communauté" est exclusif du libre choix d'appartenance. Pour les femmes, la constitution établissant l'égalité des droits entre tous les citoyens restera lettre morte si elle est contredite par les lois de statut personnel.

Bien souvent, la collusion du patriarcat prévaut, plus forte que les différences ethnopolitiques entre les hommes :

Prenons l'exemple du mariage forcé des jeunes filles dans la communauté palestinienne en Israël ; plusieurs cas ont été documentés par le groupe El Fanar d'Haïfa, montrant que les jeunes filles sur le point d'être contraintes par leur père à un mariage dont elles ne voulaient pas s'adressent d'abord aux autorités traditionnelles palestiniennes ; celles-ci loin de les soutenir, les exhortent à l'obéissance au père au nom des valeurs palestiniennes et au nom de la survie, de la cohésion d'un groupe menacé, dans un système politique défavorable aux Palestiniens - et pour finir les remettent pieds et poings liés à leur père ; les jeunes filles tentent alors de rejoindre le commissariat de police israélien le plus proche ; mais là encore, elles sont remises à leurs pères, car les policiers israéliens se soucient peu de déclencher un incident ethnique pour une affaire de femme, une affaire privée... Plus grave encore, des pères meurtriers de leurs filles au retour du commissariat n'ont pas été inquiétés par la police israélienne, ni d'ailleurs par les autorités traditionnelles palestiniennes. Les pays occidentaux auxquels on demande une intervention pour un enlèvement ou une séquestration de jeune fille émigrée, aux fins de mariage dans le pays d'origine de ses parents, refusent également leur concours ; bien que l'enlèvement et la séquestration soient reconnus et punis comme des crimes dans ces pays, les

fficiels répondent en termes de coutume, de différence, et de "non intervention dans les affaires d'un autre pays" ; H est particulièrement clair que tout autre crime serait jugé selon les lois nationales et que curieusement les femmes sont éternellement rattachées au pays d'origine" de leurs parents, même lorsqu'elles sont nées dans le pays d'émigration et qu'elles en sont citoyennes.

De nombreux suicides de jeunes filles pour cause de mariage forcé, dans les parties musulmanes de la Chine montrent que le socialisme chinois a également concédé ce territoire du "privé" à ses minorités.

ab. - d'autre part, ces lois iniques sont légitimées par l'intérêt du groupe, par la préservation de la culture ou de la religion, la survie de l'ethnie, le retour à des valeurs authentiques, etc... qui forment un tout insécable. En conséquence, toute mise en question, par les femmes, d'un seul élément de leur oppression devient une trahison du groupe tout entier, de sa culture, de sa religion. Ainsi les femmes se trouvent-elles enfermées dans un dilemme et doivent-elles trancher entre deux loyautés : leur appartenance au groupe, ou leur droits humains en tant que femmes.

Les exemples précédents montrent à quel point la peur de trahir sa communauté peut être forte; au prix de quel courage, de quelles renonciations, de quelles conséquences une jeune palestinienne at-elle recours à la police israélienne contre ses propres parents ? Quelle Sudafricaine peut se rebeller contre les propositions d'égalité entre communautés faites par Mandela après un demi siècle d'apartheid, même si elle en voit les terribles conséquences pour les femmes ? Quelle jeune fille émigrée ou descendante d'émigrés du tiers monde, à Paris ou à Londres, peut trainer son père devant les tribunaux, pour enlèvement, séquestration et mariage forcé, quand cela implique pour elle la totale coupure d'avec son milieu et sa famille, lors que la société européenne jamais ne l'accueille ni ne l'intègre totalement ?

Les leçons tirées des luttes de libération sont particulièrement éclairantes ; les femmes sont invitées à repousser *sine die* leurs légitimes demandes, au nom des priorités de la libération. Comment revendiquer l'égalité des hommes et

des femmes au sein du mouvement de libération palestinien par exemple sans être accusée de mener une lutte fractionnelle, alors que tout le pays subit une guerre mortelle ? Comment demander l'égalité après les indépendances alors que tous les efforts doivent être canalisés vers la reconstruction nationale ? Le "bon" moment n'arrive jamais : après la libération, après la reconstruction, après la paix civile, après la fin du chômage, etc... Jamais prioritaires, les revendications des femmes sont difficiles à porter tant les accusations de patrie en danger, culture, religion ou communauté en danger ont été intériorisées. Le fait même que les événements politiques locaux ou internationaux justifient ces assertions est une difficulté supplémentaire pour les femmes à analyser l'utilisation contre elles des situations politiques.

Le thème de la trahison ne peut cependant être exploité contre les femmes que pour autant qu'elles soient isolées dans le contexte national, communal, religieux ou ethnique. La simple mise en relation des femmes entre elles, hors de la communauté, met en lumière les similarités des cas et permet de surmonter le complexe de trahison, ainsi que de chercher des alliés hors de sa communauté.

Ceci constitue le postulat de base des réseaux et sera développé dans la deuxième partie de cet essai.

ac. - enfin, lorsqu'elles protestent contre ces atteintes à leurs droits humains, les femmes ne reçoivent pas le soutien de la communauté internationale qui, elle aussi, les considère comme les gardiennes de l'identité de leur groupe.

Par exemple, la communauté internationale proteste lorsque le Pakistan ou le Soudan légalisent la pratique du Talion (punition Héréditaire de la loi mosaïque) en ordonnant que l'on coupe la main des voleurs, mais lorsque l'on coupe le sexe des filles, la communauté internationale se retranche derrière le droit aux différences culturelles, lors même que des femmes et des hommes se battent à l'intérieur des pays concernés pour l'éradication de cette mutilation.

Similairement la détention arbitraire de femmes ou d'hommes pour raison d'opposition

est sévèrement condamnée par la communauté internationale, alors que celle-ci ne se prononce pas sur la seclusion des femmes qui devient un problème "culturel". On en esc encore au balbutiement pour reconnaître le droit d'asile aux homosexuels ou aux femmes pour raison d'opposition dans la sphère "privée", bien que celle-ci soit tout aussi politique que la sphère publique. Le Canada, la Hollande et les pays Scandinaves sont pionniers en ce domaine.

En ex-Yougoslavie, le viol massif des femmes a été considéré comme un "crime bénin" selon un bon mot d'un représentant du HCR publié dans la presse (par comparaison avec les crimes contre les populations en général, voir *Le Monde* 3.12.92) et ce n'est que lorsque que l'utilisation de violents contre l'identité ethnique fut connue qu'ils suscitèrent des réactions ; en d'autres termes, ce n'est qu'en tant qu'atteinte au bien public, c'est à dire à la valeur - au sens économique - des femmes comme véhicules procréateurs d'un groupe ou d'une nation, que ces crimes furent condamnés par la communauté internationale.

Les organisations non gouvernementales comme Amnesty International ne se sont pas montrées plus efficaces dans la défense des droits humains des femmes, ayant délibérément exclu de la définition du politique l'ensemble de la sphère privée : ainsi ces organismes ne soutiendront pas la lutte d'une femme que son mari séquestre ou d'une fille que son père force au mariage : ce sont là des "affaires privées" : cependant lorsque la loi du pays autorise les hommes à exercer ces pouvoirs, il est clair que la responsabilité de l'Etat est officiellement engagée et que la loi codifie une véritable délégation de pouvoir de la Justice de l'Etat au "chef de famille" considéré comme son bras séculier. Ainsi le 15 mars 1990 le Revolutionary Command Council Irakien passa un décret autorisant les hommes à mettre à mort pour adultère un certain nombre de femmes de leurs familles (dont le degré de parenté était très précisément établi), spécifiant que ceux-ci ne pourraient être amenés devant la justice pour ces meurtres. L'adultère n'avait donc plus à être prouvé et l'homme devenait, au nom de l'Etat, à la fois le juge et le bourreau des femmes accu-

sées. On ne saurait trouver plus claire délégation de pouvoir, par conséquent la responsabilité de l'Etat irakien est évidemment engagée dans ces exécutions. Le mandat d'organisations comme Amnesty International n'a donc même pas à être modifié pour que soient pris en compte les cas de femmes "prisonnières politiques" au sein de leurs familles, ou torturées et mises à mort, en application d'une loi de l'Etat, par les hommes de leurs familles. La création d'un réseau de femmes au sein d'Amnesty International laisse à espérer que la fausse dichotomie entre privé et public, privé et politique, ne sera un jour plus utilisée pour s'abstenir de défendre les droits humains des femmes.

6. Relativisme culturel

Il nous faut dire ici un mot du relativisme culturel auquel sont confrontées les femmes, en particulier dans les pays d'immigration; dans l'évident souci de ne pas être accusés de racisme, d'ethnocentrisme et d'assimilationisme, les pays européens dont le passé colonial récent pèse encore très lourd, sont prêts à montrer leur tolérance envers la culture de l'Autre, mais singulièrement exclusivement dans la sphère privée; ainsi les lois de statut personnel (régissant la famille, le mariage, le divorce, la répudiation, la polygamie, la garde des enfants, l'héritage, etc... - donc affectant directement les femmes) sont le Heu de prédilection pour afficher sa tolérance. Récemment les Pays-Bas ont eu des débats parlementaires sur l'opportunité d'accorder aux émigrés des pays concernés le droit de pratiquer la mutilation sexuelle des femmes et la polygamie sur le territoire hollandais. Le fait que la décision finale ait été de ne pas accorder force de loi à ces "différences" ne devrait pas occulter l'importance du fait que le débat a eu lieu. Imagine-t-on les Pays Bas délibérant au parlement sur l'opportunité de légaliser l'amputation de la main des voleurs, sur le territoire hollandais, et pour une section spécifique de la population ? Cela ne serait pas pensable ! Et pourtant lorsqu'il s'agit des femmes, cela le devient; de plus cela nous est présenté comme une preuve de tolérance...

La contradiction entre globalisation et fragmentation n'est qu'apparente.

Non seulement les fondamentalismes prônent l'enfermement dans les identités fragmentaires du religieux, du culturel ou de l'ethnique - mais parallèlement ils créent des identités transnationales (les chrétiens, les musulmans, etc... / ou bien : les Africains, etc...) qui font fi des spécificités culturelles et historiques, imposant une forme et une seule de règle de vie et de comportement, comme étant la seule légitime. Cette homogénéité factice véhicule une version hardcore de l'identité, car on montrerait aisément que ce sont toujours les coutumes les plus drastiques envers les femmes qui sont adoptées et popularisées au détriment de celles qui sont plus favorables, et ce pour soit-disant préserver l'authenticité de nos valeurs (nationales, religieuses, culturelles, etc...). Ces regroupements identitaires fonctionnent comme des internationales classiques, centralisées, pyramidales, autofinancées, avec des cadres bien formés, entraînés et voyageant pour le compte de l'internationale, avec un projet global, expansionniste.

C'est dans ce contexte que nous devons situer les réseaux internationaux de femmes, comme réponse à la fois à la globalisation économique et politique et à la fragmentation des peuples en "communautés" dans lesquelles les femmes se voient assigner le rôle de gardiennes de l'identité.

Bien qu'elles soient accusées de "trahir" la communauté, chaque fois qu'elles questionnent le fait que les droits humains fondamentaux ne sont pas applicables aux femmes, elles transgressent l'interdiction de chercher des alliances hors de la communauté, elles opposent une alternative à la "trahison" en créant, entre femmes et sur la base de l'oppression - diverse mais commune -, des moyens de communication, d'échange et de solidarité internationaux. Ces réseaux sont aussi bien Nord-Sud (Entre Mujeres) que Sud-Sud (Dawn) ou Est-Ouest (Forum of European Socialist Feminists), continentaux (WILDAF, WILSA, in Africa; APCD, APWLD in Asia, etc...) ou internationaux ou globaux (Terre des femmes, Sisterhood is Glo-

bal, Women's Global Leadership, WLUML etc...; mais ils peuvent aussi être focalisés sur un seul problème (santé : WGNRR; information : ISIS, mutilations sexuelles : GAMS, etc...)

B. Caractéristiques, actions et structure des réseaux internationaux de femmes

Les premiers réseaux organisés il y a plus de vingt ans furent des réseaux de communication : les femmes vivaient dans un contexte d'isolement que les rencontres occasionnelles lors des premières conférences féministes internationales brisèrent; à l'intense soulagement de savoir que d'autres femmes s'unissaient ailleurs, par exemple pour obtenir le droit à la contraception, résister à la violence conjugale, ou obtenir le droit de vote, etc... vint s'ajouter la prise de conscience de ce que des contacts formels et réguliers pouvaient apporter à chaque groupe lié au travers d'un réseau.

1. Similarités et différences

Ce que les femmes ont d'abord vu dans ces échanges ce furent les similarités entre elles et leur oppression en prit un sens nouveau. Chacune dans son contexte national, communal, ethnique, racial, religieux ou de classe, put toucher du doigt l'universalité de l'oppression des femmes en rencontrant des femmes de contextes complètement différents qui subissaient des formes d'oppression identiques ou comparables; le fait que cette oppression soit universelle apporte deux soulagements immédiats :

a. d'une part la souffrance des femmes n'est pas de leur fait ni de leur faute : en effet les femmes intériorisent les arguments anti féministes qui leur sont assésés pour justifier le sort qui leur est fait individuellement et collectivement; elles en viennent à penser que si elles sont battues par leurs maris, c'est parce qu'elles ne sont pas assez bonnes épouses, si on les prive du droit de vote c'est parce qu'elles ne sont pas assez éduquées et ne sont pas encore des citoyennes

se développer, ce que les autres femmes font pour empêcher la venue, et la montée de nouvelles formes d'oppression ou pour lutter contre elles quand elles n'ont pas su ou pas pu le prévenir, quelles sont les tactiques et les stratégies qu'elles ont adoptées et en quoi sont elles adaptables dans un autre contexte, quelles sont les batailles qu'elles ont gagné, comment les ont elles gagnées, et comment utiliser leur expérience pour achever les mêmes objectifs, ailleurs..

Ainsi passe-t-on de l'information sur les situations des femmes, à l'information sur leurs luttes et sur leurs stratégies.

se développer, ce que les autres femmes font pour empêcher la venue, et la montée de nouvelles formes d'oppression ou pour lutter contre elles quand elles n'ont pas su ou pas pu le prévenir, quelles sont les tactiques et les stratégies qu'elles ont adoptées et en quoi sont elles adaptables dans un autre contexte, quelles sont les batailles qu'elles ont gagné, comment les ont elles gagnées, et comment utiliser leur expérience pour achever les mêmes objectifs, ailleurs..

Ainsi passe-t-on de l'information sur les situations des femmes, à l'information sur leurs luttes et sur leurs stratégies.

2. Information, inspiration et solidarité

Les réseaux d'information et de communication ont donc répondu à deux besoins : le besoin d'inspiration et le besoin de solidarité, dont nous aimerions citer ici quelques exemples.

Isis fut un des premiers réseaux de communication de femmes, il y a environ vingt-cinq ans, et il se scinda rapidement en deux réseaux spécialisés : Isis International pour l'échange d'information et Isis Wicce (women international cross cultural exchange) pour l'échange d'expérience et d'expertise entre femmes. D'une certaine façon, tous les réseaux actuels sont les petites filles des organisations pionnières comme Isis.

Le *Bulletin* publié par Isis International, outre les articles donnant des informations détaillées sur les situations et les luttes des femmes, se dota rapidement d'une section ressources indiquant comment se mettre en rapport avec les différentes initiatives de femmes dans le monde; cette section ressources fut rapidement imitée par bien des publications de femmes; elle permet, devant un problème précis, de savoir qui dans le monde a déjà été confrontée à un problème semblable, comment le problème a été abordé et résolu, quelles publications on peut se procurer sur ce thème, à quel groupe on peut écrire ou téléphoner pour avoir un avis, de l'aide, des suggestions, de la documentation, etc...

Puis le *Bulletin* d'Isis International pu-

b. d'autre part, les justifications religieuses ou culturelles ne sont plus recevables : en effet, nous pouvons constater que si on interdit aux femmes la contraception - ici au nom du catholicisme et là au nom de l'islam - ; si les pays musulmans, par exemple bannissent jci contraception et avortement, là autorisent l'une et pas l'autre et là encore promeuvent ou imposent le contrôle des naissances par tous les moyens ; si, enfin quelques soient les pays, ces décisions changent suivant les circonstances économiques, quelles que soient les prescriptions religieuses ou les traditions, - alors il devient évident qu'on ne saurait les respecter comme des absolus, mais qu'on peut les considérer dans leur relativité historique et politique; qu'elles ne sont donc ni inchangeables ni de droit divin et que l'on peut, sans "trahit", les remettre en question. Le simple fait d'être ensemble, divers et semblables, avec des priorités certes différentes, des antagonismes, mais un indéniable fond commun, remet en cause la valeur des arguments culturo-religieux.

Les rencontres entre femmes, la littérature comparative qui s'en est suivie et la création de moyens d'échanges permanents - les réseaux et leurs publications - ont fait franchir un pas théorique définitif au mouvement des femmes.

Mais au delà de ce qui paraît universel dans l'oppression, les échanges ont permis également d'interroger ce qui est semblable, ce qui est différent mais comparable, ce qui pourrait nous arriver si nous laissons les forces adverses

lia également des appels à solidarité, sous forme de campagnes de signatures, ouvrant ainsi le champ à des actions concrètes encore que limitées. L'expérience a prouvé que, sur le modèle d'Amnesty International, le simple fait que les femmes fassent savoir à des individus, à des groupes ou à des gouvernements que leurs faits et gestes étaient connus et moralement jugés et réprouvés, que leurs entreprises contre une femme ou un groupe de femmes seraient exposés publiquement, a souvent dénoué des situations et redonné aux femmes affectées par l'oppression une stature publique qui leur avait manqué pour se faire entendre.

Bien entendu, les exemples de campagnes, et de campagnes réussies, sont innombrables : campagnes pour l'abolition de lois discriminatoires envers les femmes, pour mettre fin à des pratiques d'oppression, pour faire passer ou faire appliquer des mesures favorables aux femmes, etc...; mais aussi campagnes pour soutenir un individu dans les cas de violations systématiques des droits de la personne, quand des sentences inhumaines ont été prononcées, quand des femmes sont mariées de force, quand elles sont séparées de force de leurs enfants, etc...

J'ai choisi d'en citer un seul, - modeste mais qui à la fois prouve la nécessité de l'existence des organisations de femmes confrontées à la carence des institutions et met en lumière l'efficacité de cette "démocratie directe" à l'athénienne.

Il s'agit d'une femme battue à Rosario en Argentine; soutenue par un groupe de femmes, celle-ci se lança dans une procédure judiciaire contre son mari; mais en dépit des décisions de justice, de l'emprisonnement, d'amendes, etc... le mari continuait à battre sa femme sitôt qu'il était de retour au foyer; le groupe de femmes en question faisait partie d'un réseau au niveau national, lui même partie d'un réseau latino-américain; il fut donc décidé que les femmes organisées en réseau au niveau de la ville, puis du pays, puis du continent, enverraient une lettre au mari chaque fois qu'il battrait sa femme, lui disant qu'elles étaient au courant du lieu, du temps et de la nature des sévices, et lui intimant l'ordre de cesser; des affiches furent mises devant son domicile chaque fois qu'il bat-

tait sa femme; quand le mari reçut des lettres venues d'en dehors des frontières, de toute l'Amérique latine, il prit peur et cessa de battre sa femme; la pression des femmes avait réussi là où la loi avait échoué.

La loi qui avait condamné cet homme entre les quatre murs d'une salle d'audience ne l'avait pas forcé à assumer publiquement ces actes. La pression sociale lorsqu'un fait est porté sur la place publique, à la connaissance de tous (du quartier ou de la ville pour un individu, à la presse nationale et internationale pour un groupe ou un Etat) est une arme démocratique que les femmes ont appris à utiliser pour la défense de leurs droits humains : si l'individu ou le groupe ou l'état est convaincu du bien fondé de ses opinions et de ses pratiques, il doit pouvoir les assumer publiquement, au lieu de confondre les femmes par un discours public en contradiction avec son discours privé.

Cela n'est possible que lorsque les femmes se sont débarrassées et de la culpabilité de genre et de la fatalité religion-culturelle, contre lesquelles nous avons déjà dit que l'échange entre femmes constituait le meilleur antidote.

Plus encore, on peut imaginer qu'au delà du problème spécifique d'une femme, toutes celles qui prirent / prennent part à l'action pour la restaurer dans sa dignité et ses droits humains en ressortent mieux armées pour traiter de semblables cas aussi bien dans leur vie personnelle qu'en tant qu'organisations. Chaque cas mobilise des forces, des énergies qui ne s'éteignent pas avec la solution du problème traité, mais fait prendre conscience aux femmes de leurs forces collectives et individuelles et inspire d'autres actions

La grande force des réseaux réside dans cet effet de boule de neige dont nous reparlerons plus tard.

L'autre moitié d'Isis : Isis-Wicce organise des "programmes d'échange" sur des thèmes précis : santé, media, prostitution, etc... où des femmes qui font un travail militant dans un domaine spécifique, se réunissent dans un premier temps pour s'apporter leur expertise les unes aux autres et dans un deuxième me temps se rendaient sur le terrain accueillies dans un groupe d'un autre pays pour deux ou trois mois d'affilée. Ce séjour et la préparation commune

qui le précède permet de faire le point sur les différences de situations, sur les techniques et les stratégies utilisées ailleurs et surtout de nouer des liens qui jettent les bases de futures solidarités et de futures actions conjointes.

Par exemple, dans le domaine de la santé il est particulièrement clair que les femmes considèrent qu'elles ont partie liée par delà les frontières et que des droits acquis ici peuvent être revendiqués ailleurs, que des droits perdus ici sont une menace pour l'avenir ailleurs.

Ces échanges permettent aussi de surmonter les apparentes contradictions dont se jouent les politiques pour opposer les femmes entre elles; ainsi il devient flagrant que le fait que des femmes soient forcées à procréer ici et qu'il leur soit interdit de le faire ailleurs les laisse dans tous les cas dans la situation, commune, d'instruments de production à la solde d'un état ou d'un groupe et qu'elles partagent cette situation d'oppression et ce déni de leurs droits élémentaires.

Ainsi le fait qu'Israël et l'Afrique du Sud par exemple aient eu des politiques impérialistes (procréation pour les Israéliennes et les blanches d'Afrique du Sud, limitation pour les Palestiniennes ou les femmes noires et de couleur en Afrique du Sud) sont de nature à créer des tensions entre femmes, celles-ci étant identifiées à leur nationalité ou leur groupe ethnique ou culturel et tenues pour co responsables et bénéficiaires de la politique officielle et du rapport dominant-dominé; cette responsabilité est cependant tempérée par la prise de conscience que les unes et les autres sont utilisées dans les politiques de population de leurs pays et que les unes et les autres sont dépourvues du libre arbitre en la matière. On peut bâtir des liens sur cette prise de conscience.

De ces échanges d'expertise, dans le domaine de la santé, sont nés des réseaux spécialisés comme le réseau santé Red de Salud dont la coordination est à Santiago de Chile, ou le Women's Global Network on Reproductive Rights, dont la coordination est à Amsterdam en Hollande. On pourrait prendre des exemples similaires dans des domaines différents: droits de la personne, média (Womenet), recherche (WILDAF, WILSA), income generating projects, lois, violence contre les femmes, etc...

Les réseaux nationaux ou continentaux sont également le résultat de rencontres et échanges; pour l'Afrique par exemple, il y eut peu de liaisons entre femmes à l'intérieur du continent jusqu'au début des années 70, en un temps où le plus court chemin aérien entre une capitale africaine et l'autre passait encore par Londres ou Paris; le rôle des conférences féministes organisées en occident et par des occidentales fut alors crucial et déterminant pour provoquer la rencontre entre africaines et permettre de découvrir les intérêts communs et de jeter les bases d'associations futures. La première association transcontinentale de femmes fut l'AFARD (Association des femmes africaines pour la recherche du développement), créée en 1975.

On assiste actuellement à la multiplication d'organisations de femmes sur le thème des lois (deux en Afrique WILDAF et WILSA), plusieurs en Asie (APDC, APWLD, etc.) directement liées aux revendications de droits de la personne. En effet les lois de statut personnel dénie bien souvent aux femmes les droits égaux qui leur sont par ailleurs garantis par la constitution.

Ainsi les deux Isis qui furent des organisations de communication pionnières et les grand mères des réseaux actuels avaient déjà identifié deux des tâches majeures des réseaux: d'une part l'échange d'information - sur les situations, les luttes et les stratégies des femmes pour leurs droits humains -, et d'autre part l'échange de compétences; elles ont ainsi créé les bases sur lesquelles nous avons toutes bâti: s'inspirer les unes des autres, soutenir les luttes les unes des autres et se concevoir comme complémentaires au niveau global. Nous développerons plus loin les conséquences de cette nouvelle conception de l'internationalisme.

3. Effet multiplicateur

Inspiration et solidarité sont les maîtres-mots des réseaux et expliquent leur croissance exponentielle; chaque initiative, chaque action de solidarité, chaque échange suscite de nouvelles organisations et de nouvelles actions qui maintiennent entre elles des relations suivant

ses besoins, vivent et meurent selon les besoins. Ce type de croissance "organique," non "planifiée", non enrégimentée dans une structure pyramidale et fomentée par une direction centralisée, mais émanant des besoins locaux et se confortant de l'existence des autres organisations, est une des caractéristiques des réseaux de femmes.

La violence contre les femmes fut le thème retenu par plusieurs générations de participantes internationales à l'institut qu'organisa chaque année près de New York le Center for Women's Global Leadership; des échanges d'expériences naquit l'idée d'organiser des Audiences, puis un Tribunal où les femmes viendraient témoigner des violences et des dénis des droits humains faits aux femmes. Le premier, puis le second furent organisés par le Center for Women's Global Leadership à New York avec la participation de femmes de nombreux pays.

En deux ans l'idée des tribunaux fit un rapide chemin et des tribunaux furent organisés dans de nombreuses villes en Amérique du Nord et du Sud, en Europe, en Asie et en Afrique.

Il est actuellement impossible d'en tenir le compte; les rapports régionaux indiquent qu'il s'en tient toujours et de plus en plus.

Il est intéressant de noter que cet effet de boule de neige atteste du besoin universel des femmes de dénoncer et juger les dénis de droits humains dont elles sont victimes, et que toutes s'en sont emparées et portent le projet à leur manière et selon leurs besoins, en toute indépendance par rapport à l'organisation qui l'a lancé et qui a contribué, par ses réponses et son soutien aux initiatives indépendantes, au succès de cette campagne maintenant mondiale.

Il faut aussi noter que cette organisation a probablement investi plus de temps et d'énergie à favoriser et soutenir ces initiatives indépendantes qu'elle n'en aurait mis à organiser des tribunaux elle-même. Une des composantes majeure du travail en réseau est précisément celui-ci : l'important n'est pas de s'attribuer la gloire d'une action, d'ouvrir des "branches" à l'étranger comme une multinationale, mais au contraire d'essayer, de laisser grandir et partir, idéalement de s'effacer pour fournir le soutien nécessaire, de donner à de nouvelles initiatives

leur chance d'être menées à bien et de renforcer ainsi leurs propres moyens d'action localement.

A l'occasion de la Conférence mondiale sur les droits de la personne à Vienne en Juin 1993, le Center for Women's Global Leadership lança un appel à signatures et déposa les originaux de plus de 130.000 pétitions signées dans plus de 100 pays et en 13 langues devant les juges du Tribunal international contre les violences faites aux femmes, organisé à Vienne avec le soutien actif de femmes du monde entier qui avaient organisé leurs propres tribunaux dans leurs pays et leurs régions. Ce fut un moment très impressionnant pour les femmes qui témoignaient à la tribune, pour les femmes dans la salle et pour les juges.

Les développements actuels de cette initiative dans le monde semblent indiquer la volonté d'établir un véritable Tribunal international permanent reconnu internationalement pour défendre les droits humains des femmes.

Les crimes de guerre contre les femmes ont aussi fait l'objet de l'attention des femmes; en Asie une vaste coalition d'organisations menée par le Asian Women Human Rights Council a permis d'organiser la défense des "comfort women", c'est à dire des femmes transformées en esclaves sexuelles dans des camps de sexe, par les Japonais pendant la deuxième guerre mondiale; ces femmes qui sont maintenant fort âgées (beaucoup ont entre 70 et 80 ans) ont obtenu étonnement des excuses officielles du gouvernement japonais qui examine actuellement leur demande de réparations. Cette initiative de Asian Women's Human Rights Council risque aussi de faire boule de neige; le réseau WLUML organise actuellement la liaison entre cette initiative et les groupes de femmes qui se sont occupés au Bangladesh des 200.000 femmes violées et mises enceintes pendant la guerre de libération du Bangladesh par les troupes pakistanaises et indiennes - dont la plupart s'ignorent l'existence - total de leurs concitoyens et dont les enfants illégitimes portent encore aujourd'hui le stigma. WLUML organise en même temps les contacts avec les groupes de femmes en ex Yougoslavie, de façon à ce que les demandes d'excuses et de réparations n'attendent pas (comme pour les crimes commis contre les femmes pendant la deuxième

guerre mondiale), cinquante ans et la quasi extinction de la population concernée pour se manifester.

Des contacts sont également pris en Somalie.

Il va de soi que la stratégie utilisée par l'Asian Women Human Rights Council n'est pas la seule possible, mais le simple fait de rendre accessible aux femmes concernées l'information sur la façon dont le problème est traité ailleurs constitue en soi une forte motivation à entreprendre une action, que ce soit en utilisant la stratégie proposée ou en en développant une autre plus adaptée aux temps et lieu donné.

4. De la communication à l'action collective

Vingt cinq ans après les premiers réseaux de communication de femmes, la conception des réseaux a donc évolué et s'il continuent à informer et documenter certes, ils mettent aussi à disposition des instruments de lutte et participent à l'organisation de la défense des droits humains des femmes, d'une part par les actions de solidarité, d'autre part par la mise en oeuvre de projets collectifs.

Les projets collectifs émergent du besoin d'un certain nombre d'individus ou de groupes, mis en relation à travers le réseau, d'entreprendre ces projets pour leur propre bénéfice personnel, et de la volonté de les mener à bien collectivement en partageant les tâches, les responsabilités, le financement, etc...

Actuellement en Asie et en Afrique se multiplient les projets au niveau continental et international, sur les femmes et les lois, ce qui donne la mesure de l'importance capitale que les femmes donnent aux restrictions légales sur leurs droits humains, actuellement imposés au nom de la culture, de l'ethnicité ou de la religion. Idéalement ces projets doivent communiquer les uns avec les autres de façon à constituer une inspiration les uns pour les autres, à ne pas dupliquer le travail et à se servir dans l'action des recherches les unes des autres.

Le réseau Femmes sous lois musulmanes, en dix ans d'existence, en est à son troisième projet collectif et prépare le quatrième.

Issu d'un Comité d'action du même nom créé en 1984 qui se consacrait aux actions de solidarité, ce réseau fut opérationnel à partir de 1986 et assura l'échange d'information tout en continuant les actions de solidarité.

Une réflexion commune sur l'utilité et les limites de l'information écrite amena le WLUML à organiser un programme d'échange entre femmes du monde musulman, avec l'aide et l'expérience d'Isis Wicce. Le but de cet échange de trois mois, précédé de trois semaines de mise en commun des connaissances et suivi de deux semaines de synthèse, était de donner aux participantes l'occasion de vivre et d'expérimenter personnellement - et pas seulement d'en avoir une connaissance livresque - la non homogénéité du monde musulman; bien que dans chaque pays les leaders politiques et religieux fassent croire leur que la seule façon d'"être" est celle en vigueur localement, les femmes des pays et communautés musulmanes vivent des situations très diverses, de la seclusion, du voile et du mariage prépubertaire, sans droits légaux ou presque, à une liberté de mouvement et d'action, une participation à la vie sociale, économique et politique, un certain contrôle sur leur propre vie.

Le programme d'échange du WLUML fut donc l'occasion d'un véritable choc culturel : les femmes de pays où elles sont voilées furent envoyées dans des pays où elles ne le sont pas, les femmes de pays où elles sont excisées dans des pays où personne n'a entendu parler d'une telle pratique, les femmes de pays où la contraception est interdite dans des pays où les femmes subissent avortement et stérilisation forcés, etc... - toutes ces lois et pratiques étant supposées être inspirées par l'Islam. Cet exercice permit à chacune de distinguer par comparaison, dans son propre contexte et dans celui d'accueil, ce qui dans leur oppression pouvait être dû à la religion et ses diverses interprétations, ce qui était dû à la culture et plus encore ce qui était dû à l'utilisation politique du religieux et du culturel.

Nourris de cette expérience, deux autres projets collectifs prirent forme. Le premier qui fut mis en oeuvre en 1990 donna aux théologues féministes de l'Islam jusque là cantonnées au monde clos de leur spécialité acadé-

nique leur véritable public : les femmes opprimées par les politiques au nom d'interprétations rétrogrades et patriarcales du Coran. Le groupe de travail international, refusant que le monopole du discours sur la religion - et sur les femmes - soit laissé aux seuls fondamentalistes, entreprit une lecture féministe du Coran, et une critique de l'idée reçue selon laquelle les lois dites "lois musulmanes" sont forcément dérivées du Livre.

Ce projet collectif servit de tremplin au projet collectif suivant commencé en 1993 et qui s'étale sur quatre ans : la compilation et la comparaison des lois affectant spécifiquement les femmes dans 26 pays musulmans ou communautés musulmanes, en Afrique, en Asie et au Moyen Orient ; par lois il faut entendre non seulement la lettre de la loi, mais aussi son application aux femmes, et les pratiques non codifiées qui prennent le pas sur les lois officielles. Cet exercice qui requiert la participation d'activistes, de juristes, et de théologiennes est loin d'être un exercice académique; il sert les besoins des centaines de groupes et d'individus qui y participent : organisations de femmes, de droits de la personne humaine, ONG, etc...

Par exemple au Pakistan où la recherche au niveau national est terminée, les femmes en ont déjà utilisé les résultats pour produire, d'une part un manuel (en anglais) pour les juristes et avocat-e-s qui travaillent au Pakistan pour la défense des droits humains des femmes, d'autre part un manuel (en urdu) pour le commun des mortels et en particulier les groupes de femmes, d'un contenu identique mais écrit dans un langage accessible aux non juristes; les femmes ont également transformé ce savoir intellectuel et ces concepts juridiques en pièces de théâtre de rue avec lesquelles deux groupes de théâtre parcourent le pays, et bien sûr retournent sur les lieux de l'enquête pour rapporter aux femmes des villages la connaissance acquise grâce à leurs témoignages, d'où elles-mêmes pourront tirer de nouveaux moyens de lutte et d'organisation. Enfin, trente organisations de femmes, de droits de la personne et ONG ont formé un Consortium pour la réforme des lois et ont entrepris diverses actions - du lobby aux manifestations et aux actions en justice.

Les femmes qui ont entrepris la même

recherche au Bangla Desh et viennent de terminer sont en contact avec cette initiative Pakistanaise et comptent bien s'en inspirer pour former un Consortium pour la Réforme des Lois.

Lorsque toutes les recherches nationales seront terminées, les groupes de recherche des 26 pays concernés comptent élaborer un manuel international à l'usage des activistes, tirant toutes les leçons pratiques de la comparaison des données et listant les stratégies des femmes pour accroître leurs droits légaux et s'opposer aux législations discriminatoires envers les femmes.

Sur cet inventaire stratégique sera bâti le prochain projet collectif du WLUMI qui concerne le féminisme dans le monde musulman, ses sources, ses pratiques, sa spécificité, sa diversité et sa légitimité.

5. Structures des réseaux

La cohérence de tels projets à long terme pourrait faire croire qu'il s'agit là de plans ordonnés d'en haut et exécutés localement; il n'en est rien; les groupes qui travaillent ensemble sur un projet collectif peuvent ne pas partager les mêmes options politiques ni les mêmes priorités; mais à un moment précis il y a eu convergence d'intérêts pour que chacun accepte d'investir en temps, en énergie, en travail et en finances sur l'organisation d'un projet que chacun juge utile par rapport à ses propres buts. Il n'est ni possible ni souhaitable de mobiliser des centaines de femmes si elles n'en voient pas l'intérêt et si on ne dispose pas de l'appareil d'un parti pour faire exécuter des plans décidés au sommet; un réseau ne dispose pas, et ne veut pas se donner, de tels moyens. Un projet collectif ne peut prendre corps que s'il répond à des besoins locaux et si ces besoins sont similaires dans plusieurs pays ou communautés; il repose sur un très sain égoïsme de ses membres du réseau (notion dont nous voulons ici célébrer la pertinence et qui doit être respectée à sa juste valeur) - concept diamétralement opposé à celui de l'aide qui définit des "targets", c'est à dire des cibles sur lesquelles on se propose d'agir; un

réseau ne cible que lui-même, ce n'est pas un projet sur autrui et pour le bien d'autrui, mais un projet sur soi-même et pour soi-même, en liaison avec d'autres désirs, besoins et volontés indépendants et momentanément concomitants.

Un réseau n'est pas un mariage monogamique, ce n'est pas un parti, on ne doit pas tout y partager; on y forge des alliances temporaires.

Toutes les femmes liées à travers un réseau ne participent pas à tous les projets collectifs mais seulement à ceux qui les servent et leur sont utiles; elles n'organisent pas des actions de solidarité pour tous les appels circulés à travers le réseau mais seulement pour ceux qu'elles décident de soutenir; elles ne doivent rien au réseau mais choisissent librement et au coup par coup d'utiliser le moyen du réseau pour se liquer et travailler ensemble.

Inversement la coordination du réseau se doit de circuler tous les appels qu'elle reçoit sans faire un choix parmi eux et sans opérer de censure, dans la mesure bien entendu où ceux-ci ne sont pas opposés aux droits humains des femmes: il va de soi que tout réseau réunit des femmes qui ont au moins en commun une plateforme générale; la coordination peut éventuellement circuler, en même temps ou à la suite, des appels de groupes qui font une lecture différente de la même réalité et proposent donc des solutions politiques différentes voire opposées; ainsi le réseau WLUML circula en même temps deux appels à solidarité venus de l'Inde en 1987: tous deux attirèrent l'attention sur la discrimination envers les femmes dans les lois de statut personnel et le déni de leurs droits humains en contradiction avec la constitution indienne; l'un demandait la réforme de ces codes et l'autre leur abolition en faveur de l'adoption d'un code de la famille unique pour tous les citoyens/nes; ils apportaient donc des propositions de solution différentes à un même problème, propositions par rapport auxquelles chacune des femmes qui vivent, dans leur propre pays, des oppositions politiques semblables, sont tout à fait capables de se déterminer elles-mêmes.

Actuellement WLUML circule tous les appels à solidarité envoyés par les groupes de femmes en Algérie, qui, s'ils proposent des

solutions politiques différentes, attirent tout l'attention sur la dramatique situation des femmes algériennes face au dialogue entre l'état et les fondamentalistes - pour élaborer les conditions d'une paix sociale qui ne peut être conclue qu'en sacrifiant les intérêts des femmes, selon une logique que nous avons exposée au début de cet essai.

De la même façon, bien des tensions entre femmes activistes et femmes main stream ou lobbyistes, par exemple, restent ignorées du réseau: à l'intérieur de celui-ci, les groupes représentant ces approches différentes partageront à des projets communs et se partageront les tâches. La notion de compétitivité laisse souvent place à celle de complémentarité, tant il est vrai que face aux fondamentalismes, il faut faire feu de tout bois et être actives sur tous les fronts; gardant leurs différences politiques et leurs priorités, les femmes, les groupes se "spécialisent" les uns dans la formation de base, les autres dans la défense juridique, les uns dans le lobbying, les autres la lutte à l'intérieur des structures existantes, les uns dans la visibilité des atteintes aux droits humains des femmes dans les médias, les autres dans les protestations de rue... Le réseau dans son principe admet a priori que ces approches peuvent être conçues comme non contradictoires et non antagonistes mais complémentaires. Le réseau dans son principe admet aussi que nulle ne peut être forcée à travailler dans le cadre étroit de l'une de ces approches spécifiquement et que nulle ne peut être forcée à soutenir l'une de ces approches spécifiquement, H y a loin de cette conception à celle de la discipline de parti.

Par voie de conséquence, les femmes qui sont reliées par un réseau n'ont pas à réclamer l'aval d'organes dirigeants pour s'exprimer publiquement sur une question: leurs prises de position leur seront propres car nulle ne peut parler au nom d'un réseau - ce serait une contradiction dans les termes.

Ainsi en tant que membre du réseau WLUML, je peux m'exprimer librement sur la laïcité que je souhaite voir s'instaurer en Algérie, je n'engage nullement le réseau qui n'a pas de position en cette matière et ne saurait en avoir; je peux également aider le groupe de travail sur les interprétations du Coran par les

femmes - donc je ne peux et ne souhaite pas faire partie, étant donné mes options personnelles - à s'établir, tant il me paraît vrai que leur travail est nécessaire d'une façon générale, et tant je reconnais le fait que, soit pour des raisons de croyance personnelle, soit pour des raisons d'oppression politique, cette stratégie peut être la seule ouverte à un grand nombre de femmes qui luttent pour les droits humains des femmes dans les pays musulmans ou communautés musulmanes.

De la même façon, des liaisons de travail et de solidarité se créeront entre femmes qui se battent pour conserver leurs droits à la contraception et à l'avortement et femmes qui se battent, ailleurs, contre l'avortement forcé.

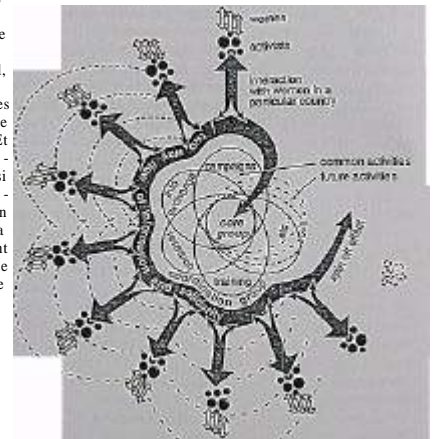
La conception de travail en réseau s'est rapidement étendue : les réseaux travaillent maintenant en réseaux entre eux et organisent des projets communs au niveau mondial, chacune apportant sa pierre à l'édifice commun. L'organisation du Tribunal sur les violences faites aux femmes à Vienne en 1993 a exigé la participation de groupes du monde entier qui tous ont leur priorité et leur spécificité : les uns s'occupant des violences sexuelles, les autres des prisonnières politiques, les unes de l'inceste, les autres des discriminations dans le travail, les unes des droits des lesbiennes, les autres des femmes dans les situations de guerre et de conflits armés, etc... Et pour ce faire, les femmes interviennent auprès des gouvernements aussi bien qu'elles brandissent des banderoles dans la rue, elles vont en prison aussi bien qu'elles écrivent dans la presse : toutes les formes de lutte sont représentées et considérées comme apportant leur contribution à la lutte commune.

Cet esprit de tolérance est le fruit de deux axiomes de base sur lesquels se construisent les réseaux : d'une part, l'assurance que c'est aux femmes concernées, dans un lieu précis, à un moment précis de l'histoire, dans les circonstances politiques qui sont les leurs, - et à elles seules -, de définir leurs priorités et leurs stratégies; d'autre part que les tâches de défense des droits humains des

femmes sont si diverses, (de part leur focus et de part l'éventail des formes que peut prendre leur défense), que cela exige la collaboration de factions différentes. L'entière autonomie des groupes qui collaborent au sein d'un réseau est un postulat de base.

La structure d'un réseau est donc essentiellement fluide. Un réseau n'a pas de "membres", au sens où un parti ou une association a des membres, qui exécutent une politique. Un réseau est un moyen de liaison pour des individus ou des groupes qui estiment en tirer un bénéfice mutuel. Ces liens peuvent être permanents, temporaires ou intermittants, suivant les besoins.

L'organisation du réseau FIRE et du réseau WLUML sont représentées par une spirale; ces réseaux veulent par là insister d'une part sur la structure non pyramidale de leurs organisations, d'autre part sur l'effet multiplicateur ou boule de neige, et enfin sur la notion d'ouverture (open ended), de non possession d'un réseau qui ne peut ni ne veut récupérer ni



de glorifier de leur ce que les femmes accomplissent, non pas au nom du réseau mais parce que l'existence du réseau a créé les circonstances favorables à ces accomplissements.

Analysons le graphique ci-contre, qui représente la structure de WLUML.

La spirale ouverte comporte à chaque bout une flèche directionnelle, montrant le double sens de ce qui circule à travers elle; le flux de l'information émane des femmes, à travers les organisations de femmes ou de droits humains ou les ONG, pour être redistribué aux autres femmes par les mêmes chenaux à travers une coordination dont le rôle de "boîte aux lettres" devient évident.

Les activités du réseau sont représentées graphiquement par des formes ovoïdes qui se recouvrent partiellement pour indiquer qu'elles sont liées les unes aux autres : ce sont les activités de solidarité ou les projets collectifs (par exemple ici, publications, projet Femmes et Lois, etc...).

Le mouvement des femmes bénéficie d'un indéniable terrain commun qui fait sa force : l'oppression des femmes est universelle, quelles que soient les formes, l'intensité et la complexité qu'elle prenne. Mais la pleine reconnaissance des différences permet justement de prendre en compte les identités multiples, concomitantes et non antagonistes des femmes : notre diversité fait notre force. Il va donc de soi que la composition du groupe de coordination varie selon les projets mis en œuvre : le groupe de coordination sera plus nombreux si le réseau a entrepris un long ou vaste projet, - plus restreint dans les périodes où ne demeurent que les activités d'information ou de solidarité qui sont permanentes. Chaque activité et l'existence même du réseau ne peut se maintenir que pour autant que les femmes concernées désirent partager des informations, demander et donner de la solidarité, proposer ou se joindre à une activité collective, être volontaires pour assurer telle ou telle partie de la coordination. Un réseau ne peut prouver sa légitimité ou même son existence en exhibant un nombre impressionnant de "membres", mais inversement il ne saurait

exister sans que des femmes veuillent l'utiliser ; il "prouve la marche en marchant".

6, Conclusion

Les réseaux internationaux de femmes constituent la réponse la plus adaptée à la globalisation et à la montée des fondamentalismes qui s'attaquent spécifiquement aux droits humains des femmes. C'est une réponse libérale, flexible, ad hoc.

Ils ne masquent ni ne résolvent les antagonismes de classe, de race, etc... et laissent leur juste place à leurs importantes conséquences, qui se traduisent par des analyses des situations et des priorités différentes, par des choix politiques et des stratégies différents. Ils postulent cependant qu'une partie du chemin peut être faite ensemble ou à tout le moins que l'interaction peut être bénéfique à toutes les parties. Ils prônent des alliances temporaires sur des projets précis.

Si l'on a pu si longtemps penser dans le mouvement ouvrier qu'une forte centralisation, la soumission à une ligne de parti et l'éradication des différences au profit d'une identité prioritaire unique, constituaient des conditions nécessaires à l'existence et à l'efficacité d'une internationale, l'organisation en réseau des nouveaux mouvements sociaux est un défi à cette conception. Les réseaux ont pourtant prouvé leur efficacité sur le terrain à court et à long terme, du succès de campagnes à leur contribution profonde au changement social. Ils ont aussi prouvé qu'une telle efficacité pouvait s'allier au respect des droits humains et au respect des différences.

Le mouvement des femmes bénéficie d'un indéniable terrain commun qui fait sa force : l'oppression des femmes est universelle, quelles que soient les formes, l'intensité et la complexité qu'elle prenne. Mais la pleine reconnaissance des différences permet justement de prendre en compte les identités multiples, concomitantes et non antagonistes des femmes : notre diversité fait notre force.

Bibliographie

L'article qui précède est complété par une bibliographie de quatorze pages, établie par Peter Waterman à partir de son étude *History: Women, Feminism and the New Global Solidarity, Occasional publication 3, Women Living under Muslim Laws, 1994*. Le manque d'espace nous oblige à reporter la parution de cette bibliographie au prochain numéro d'*Association transnationales*. La rédaction prie les lecteurs de bien vouloir l'excuser pour les inconvénients que ce report pourrait leur occasionner.

United Nations Development Programme

The United Nations Development Programme (UNDP) is an inter-governmental organization providing technical assistance grants to help developing countries attain their development goals. It is the main channel for technical cooperation within the United Nations system, delivering a greater variety of services to more people in more countries and in more sectors than any other development institution. Its resources are derived entirely from voluntary contributions by governments, which are currently providing approximately US\$1 billion annually.

UNDP works through a worldwide network of 132 offices covering 175 developing countries and territories. This strong presence in developing countries has taught UNDP that development means people: When people set their own goals, develop their own approaches, and take their own decisions, human energy and local problem-solving skills are unlocked - and self-sustaining development occurs. UNDP is committed to people-centred activities, especially grassroots community initiatives that reach the large majority - the rural poor - who are often bypassed by mainstream development programmes.

Since 1990, UNDP has been working to harmonize two major themes - sustainable development and human development - under the heading sustainable human development. UNDP sees this as development:

- that does not merely generate growth but distributes growth's benefits equitably,
- that empowers people rather than marginalizing them,
- that enlarges people's choices and opportunities,
- that regenerates the environment rather than destroying it, and
- that enhances citizens' participation in decisions affecting their lives.

It stresses growth, but growth with employment, growth with environment, growth with empowerment, growth with equity. The essence of sustainable human development is that everyone should have equal access to devel-

opment opportunities - now and in the future.

This model of development depends to a large extent on the quality and sustainability of the interaction between the three spheres and types of stakeholders that make up society: the state, civil society, and the market. As the role of civil society in promoting people-centred sustainable development becomes more significant, UNDP is actively in promoting an effective partnership among all the stakeholders. Civil society is an integral part of, and a major actor in, the new governance that UNDP seeks to promote.

Improving old ties, building new partnerships

UNDP has been increasingly involved with non-governmental organizations (NGOs), community-based associations, grassroots groups, and other organizations of civil society during the last 20 years. In 1975, the UNDP Administrator issued guidelines on "Strengthening Collaboration with Non-Governmental Organizations" to all staff and Resident Representatives, suggesting how such collaboration might be actively pursued at the country level. In 1984, he pledged to "further enlist NGOs in the effort to strengthen self-reliance at the community level". In 1986, UNDP's Governing Council urged the Administrator to do more or involve grassroots and NGOs in the development process. And in November of that year, the Division for NGOs was established within the Bureau for Programme Policy and Evaluation.

Since then, cooperation with civil society organizations (CSOs) has strived:

- to support community-based development,
- to promote dialogue and collaboration between these groups and governments and other multilateral agencies, and
- to strengthen the impact and sustainability of all these organizations.

UNDP has helped establish networks through which such groups can share experiences, especially on poverty eradication and improvement of the environment. The agency's

* A paper prepared for the celebration of the UN's fiftieth anniversary in San Francisco, June 1995.

role in this has recently broadened to supporting the creation and continuing existence of "enabling environments" for such groups, so that a stable civil society may exist in each country in which groups can effectively play their part in making democratic societies function.

In each Regional Bureau at UNDP Headquarters in New York and in every Country Office, designated staff are responsible for maintaining information on NGOs active in their area, keeping up to date on UNDP policies on NGOs, and advising the Resident Representatives on how to strengthen relations with civil society. CSOs are now present, albeit unevenly, in all the major segments of UNDP: country, regional, global, and interregional programmes; Special Programme Resources; the associated funds, including the United Nations Capital Development Fund, United Nations Sudano-Sahelian Office, United Nations Development Fund for Women, and United Nations Volunteers, most of which have their own procedures for working with CSOs, and programmes financed from extra-budgetary funds, such as the Global Environment Facility.

Reasons to Collaborate

There are many important reasons for collaboration. First, there has been tremendous growth in recognition over the past decade of the roles played by the institutions of civil society everywhere, particularly in developing countries. It is widely acknowledged that the changing role of the state, the generalization of structural adjustment programmes, and the many successful challenges to single-party political systems are giving birth to new, often fragile forms of governance in which civil society plays an increasingly important role. Organizations of civil society make significant contributions to poverty alleviation, environmental management and human-rights-related activities. CSOs in developing as well as industrial countries are a major force for policy advocacy and change. This is true both at the national level and at the international level, where they have engaged effectively with governments and intergovernmental institutions

on many critical issues, such as structural adjustment and environmental sustainability. To a significant extent, UNDP's unfolding agenda of promoting sustainable human development is drawing its inspiration from the practical experience and policy advocacy of CSOs.

The CSO community is undergoing profound change. Southern CSOs embrace a range of responsibilities that far exceed the role traditionally assigned to them by their donors of providing services through small-scale projects. They have moved gradually into areas such as policy research and advocacy, communications, and networking in the interrelated domains of poverty alleviation, environmental sustainability, human rights, and governance.

Another incentive to collaborate is that interactions among organizations of civil society, as well as among them, government, and the private sector, are growing through a process of diversification. CSOs and the private sector work collaboratively in microenterprise programmes, guarantee funds, and other credit schemes as well as alternative trade. Business, philanthropy, research institutes, CSOs, and government cooperate in HIV/AIDS national programmes, the development of environment-friendly technologies, and basic learning skills programmes. A number of CSOs in both industrial and developing countries have become centres of excellence in their field, such as environmental conservation, and act as advisors and consultants to governments, multilateral agencies, and corporations.

Constraints on Collaboration

At the same time, there are some constraints on working with such organizations. They are often small, with uncoordinated programmes and their impact may be limited or diluted; they can lack basic managerial, financial, and operational capacity. A dependence on external financing can undermine sustainability. If they are donor-driven, they can move from one problem to another, failing to achieve lasting results or replicable models.

On the other hand, collaboration with CSOs has sometimes been limited due to UNDP's traditional mandate to assist govern-

(1) The term "civil society organization" is increasingly being used to describe the third key component, along with the state and the market, of a society. Although it is used in this brochure in relation to mainly NGOs and grassroots organizations, the term CSOs in principle also includes church-related groups, trade unions, cooperatives, service organizations, professional associations, chambers of commerce, and others.

ènes and its complicated and demanding administrative procedures. UNDP is aware of these difficulties, and is working to identify and remove existing blocks to more sustainable partnerships.

UNDP's Strategy

Since 1993, UNDP's strategy for cooperation with CSOs has pursued the following three major goals :

- to improve the policy dialogue between governments and civil society for sustainable human development,
- to meet civil society's capacity-building needs for sustainable human development and seek additional programme resources, and
- to improve UNDP's operational framework and institutional capacity for collaboration with CSOs and to promote the involvement of NGOs and CSOs in the design, implementation and monitoring of UNDP projects.

Some of the specific ways in which UNDP plans to foster an enabling environment that encourages CSO contributions and collaborations include :

- supporting national efforts to improve regulatory frameworks for CSOs;
- helping to establish and improve government structures for relations with CSOs, while supporting CSO efforts to establish structures for relations with government;
- initiating or supporting national and regional consultations that involve relevant CSOs in planning and defining, at the national and regional level, U.NDP technical assistance; and
- involving Northern and Southern CSOs systematically in the design and promotion of major UNDP policy initiatives, such as the annual *Human Development Report*, white supporting NGO policy research and advocacy in the broad framework of sustainable human development.

Working together on key issues

Perhaps the best way to portray UNDP's evolving collaboration with CSOs is to describe

a few activities among the thousands around the world. UNDP's NGO Progranurme is housed within the Social Development and Poverty Elimination Division, but the agency's involvement with CSOs is evident throughout UNDP.

This section can give only the briefest picture of the changing UNDP-CSO relationship in a number of areas. It is divided into several subsections for ease of presentation. But, as always, the interrelated nature of the issues needs to be emphasised. Work by UNDP and CSOs on environmental protection must involve efforts to eliminate poverty, and vice versa, especially at the community level. Concerns about gender equity, governance, and capacity building cut across all sectors. As UNDP works with governments and various partners in civil society to move towards sustainable human development, each project must strive to address all these concerns, notwithstanding the artificial separation into discrete categories used in this publication.

Poverty Elimination

One of the most basic goals of UNDP is the elimination and prevention of poverty. The concept of elimination rather than alleviation is important. UNDP's role is not to ameliorate the effects of poverty - for example, through food aid - but to assist people in overcoming poverty. This implies:

- promoting broad-based and equitable growth;
- improving access to resources and social services, such as education and health;
- Ensuring equitable access to credit and productive assets;
- promoting job creation and sustainable livelihoods;
- access to decision-making, through participation and empowerment.

Eliminating poverty also requires major strides in the protection of the resource base upon which communities depend, in gender equity and equality, and in economic policies that create needed jobs.

This is the underlying objective of all UNDP's work with governments and civil society organizations.

Partners in Development

The Partners in Development Programme (PDP) is a small-grants programme which was first launched in 1988. PDP is now nearing the end of its second phase, which covers the period 1992-96. Through it, UNDP provides direct support for small-scale activities by NGOs and community-based organizations in a decentralized and flexible manner.

The main objectives of PDP II are to:

- support community-based self-help initiatives, including income-generating activities designed to eliminate poverty;
- strengthen the institutional capacity of local NGOs and community groups; and
- promote networking in order to improve the dialogue among NGOs, governments, and UNDP.

Nearly 80 percent of all grant awards so far have been allocated to microprojects at the community level; the other 20 percent support NGO capacity-building or NGO networking.

An external mid-term evaluation of PDP found that the programme is seen as having brought a dynamism to the CSO sector that has contributed to strengthening organizations' capacities and performance. It has provided an opportunity for local NGOs and community groups to test and prove their capabilities and has given them credibility in relation to other actors and the donor community. It has also demonstrated to these groups that limited funds can create a significant impact at the grassroots level.

Institutional Development at the Grassroots level

A regional programme in Asia supports activities in Bangladesh, India and Nepal with the objective to facilitate the creation of village organizations to mobilize local resources for socio-economic development and reduce dependence on external resources and services. In Bangladesh, the project facilitated, to date, the creation of 95 village organizations. With the accumulated savings of some 7000 members various activities have been funded such as, planting fruit trees, bringing fallow land under horticulture, literacy programmes for adults.

Education for All

Poverty eradication and promotion of equity, through basic education was also one of the main objectives of the Education for All initiative. The Education for All initiative supported many grassroots activities to improve access of the poor to education. It supported, for instance, activities of the 'Centro de Producción Radiofónica' a Bolivian NGO, to empower poor indigenous women through making them aware of their legal and social rights and available work or other opportunities.

Environment

Although UNDP's involvement with CSOs working on environmental issues received a big boost before and during the 1992 United Nations Conference on Environment and Development (UNCED) collaboration in this area dates from well before UNCED.

Africa 2000

For example, the Africa 2000 Network was established in 1988. Its aim was to provide grants of up to US\$50,000 to community groups for projects that both preserve the environment and promote development. By the end of the first four years of operation, more than 400 projects had been supported in 15 countries.

The Network's initial focus on forestry projects soon gave way to a broad selection of projects that meet as many of people's needs as possible, especially for food production and income generation. Projects supported include ones on soil erosion control, fish farming, livestock rearing and dairy farming, beekeeping, accounting management, and marshland reclamation.

Africa 2000's first four successful years provided grassroots evidence of one of the basic tenets of sustainable development: projects must be designed, implemented, and monitored by the people they are intended to help.

Asia Pacific 2000

Asia Pacific 2000 was set up in 1992 on the same premise, although its focus is on urban rather than rural problems. Asia Pacific 2000's vision is rooted in five principles: if our cities

re to be our homes, they must be developed in ways that are :

- socially just,
- ecologically sustainable
- **politically** participatory,
- economically productive, and
- culturally vibrant.

The programme is currently found in India, Indonesia, the Philippines, Sri Lanka, Pakistan, and Thailand.

Local Initiative Facility for Urban Environment-LIFE

Many cities face daunting environmental problems. A programme that addresses this is LIFE-Local Initiative Facility for Urban Environment. Launched at the Earth Summit in 1992, LIFE promotes "local-local dialogue among NGOs, community groups, and local authorities to improve the urban environment, eliminate poverty, and promote participatory governance. CSOs were involved from the start in the design of this programme, along with bilateral and multilateral agencies, associations of mayors, and representatives of local authorities.

The programme is active so far in seven pilot countries: Brazil, Egypt, Jamaica, Pakistan, Senegal, Tanzania, and Thailand.

In Phase 1 of LIFE (September 1992-December 1994), allocations for small-scale projects (with a ceiling of US\$50,000 per project) totalled US\$1.86 million in direct support of activities by CSOs and local authorities. The issues these projects have dealt with include environmental management, garbage collection in slum communities, the organization of women traders, canal rehabilitation, sewerage improvement, low-cost sanitation, small recycling enterprises, the establishment of community co-operatives, the creation of green zones, and environmental education. LIFE Phase 2 (1995-96) is adding five more countries as well as a policy dialogue component, with additional bilateral support.

Sustainable Agriculture Network - SANER

The Sustainable Agriculture Network was approved in 1993 to share successful experiences in agro-ecology and its practical application in rural development among civil society

organizations, multilateral organizations and academic institutions. The programme aimed at supporting the creation of an NGO network; to foster cooperation between organizations of this network, the Food and Agriculture Organization, International Agriculture Research Centers (IARCs), governments and other stakeholders; enhance the capacity of stakeholders and disseminate research and information to the grassroots, universities, governments and other interested parties.

Global Environment Facility

The Global Environment Facility (GEF) is a joint undertaking of UNDP, the United Nations Environment Programme, and the World Bank. It provides funding in developing areas for projects that address the problems of global warming, loss of biodiversity, pollution of international waters and depletion of the ozone layer, as well as desertification and land degradation as they relate to the four priority areas. In 1993, UNDP's Administrator directed UNDP-GEF staff to: ensure full public access to documentary information on all its GEF projects, an issue of concern for most NGOs; assure close consultations with communities that would be or are being affected by UNDP GEF projects; involve NGOs and community groups in the identification, design, implementation, monitoring and/or evaluation of UNDP GEF projects. As a result, virtually all UNDP projects in the current GEF work programme involve NGOs. These are mainly local NGOs, but 39 projects in the programme or pipeline involve international NGOs (as of March 1995).

UNDP also manages the GEF Small Grants Programme, which provides support for community-based activities in the GEF thematic areas. These broad thematic categories allow proposals for projects in tree planting, surveys of an area's flora and fauna, training in and introduction of energy-efficient practices, agroforestry, sustainable harvesting near protected areas, the establishment of buffer zones around national parks, environmental education on all these issues, and scores of other topics.

In its pilot phase, the GEF Small Grants

Programme has been carried out in 33 developing countries. Between 1992 and the end of 1994, grants of up to US\$50,000 were awarded to 418 community-based projects, mainly for activities to conserve biodiversity or combat global warming. In nearly all cases, workshops, briefings, and other outreach meetings were held to alert NGOs and community groups to the programme. Training is often provided to groups in project design, implementation, monitoring, and evaluation, so the Small Grants Programme contributes to capacity building as well as environmental protection.

Gender Equity and Equality

The importance of including women in the design and planning of any project, in its implementation, and in its management and assessment runs through all UNDP's work. Gender equity and equality is one of the four major focus areas of UNDP. Indeed, without it, the other three goals - poverty elimination, job creation, and environmental protection and regeneration - cannot be achieved.

It is the special responsibility of the Gender in Development Programme to see that women and men participate equally in mainstream development activities, rather than focusing on women-only projects, which can have the unintended effect of marginalizing women. "Gender mainstreaming" systematically takes account of the roles and links between men and women that are imposed by society. This will require a fundamental change in the way women have traditionally been viewed by development planners and programmers.

UNDP works closely with the United Nations Development Fund for Women (UNIFEM) on these issues. Examples of work with CSOs in this field include funding for surveys of gender inequalities in a society, training in micro-business development for both women and men, and support for the establishment of gender-sensitive legal structures.

The Partners in Development Programme also has numerous projects that have the advancement of women as a primary goal. In Ghana, for instance the Young Women's Christian Association received funds to obtain materials and equipment that could improve

the quality of a vocational school for young women not in school otherwise.

In Mauritania, the Africa 2000 Network worked with Lutheran World Relief to help the Cooperative Women Farmers' Group of Diatar with technical assistance, training, and the funds to buy seedlings and tools. An orchard of banana trees, mangoes, citrus trees, and guavas was established, and an irrigation system was installed.

The Network's experience in Mauritania and elsewhere illustrates the pivotal role that women can play in restoring and protecting the environment, for women are in daily contact with natural resources. As elsewhere in Africa, women in Mauritania constitute the majority of active adults in the rural areas, as men leave the villages in search of work and young people move to the cities. For those reasons, the Network makes it a priority to work with women, offering not only financial supports technical expertise, and training, but also the opportunity to organize themselves in groups, define their own goals and objectives, plan activities, and assume key positions of responsibility for carrying out their projects.

Prom Relief to Development

Years of experience have made clear the critical role that civil society plays when a nation is working to get back on its feet following civil strife or regional military conflict. This situation has been much in evidence in Central America, for example, where 2 million people were forced to abandon their homes as a result of conflicts during the 1980s in El Salvador, Guatemala, and Nicaragua.

The largest single operation undertaken in Central America is PRODERE - the Development Programme for Displaced Persons, Refugees and Returnees in Central America. This was established in 1990 with support from the government of Italy. The goal is to help populations affected by military conflict to resettle successfully in their places of origin and provide development support to the communities in which they live and lay the foundation for sustainable and lasting development.

Since 1990, some one million people have benefitted from this programme in six Central American countries.

PRODERE's decision to transfer accountability for establishing and executing programmes to local institutions guarantees CSO participation in projects. This has led to roughly 130 agreements made with 89 NGOs in the six countries, covering projects worth more than US\$5 million. These organizations have played a vital role in PRODERE's strategy of providing a base for development in emergency situations. This has been especially valuable in communities where there is little state presence and limited management and implementation capability.

Africa, too, has experienced its share of conflict in recent years. Several community-based small grants programmes there help to resolve local conflicts or empower communities in areas where national and provincial governments have been weakened by strife.

In Rwanda, the Africa 2000 Network is working with local people and interested members of the international community on a national programme for reconciliation, rehabilitation, and recovery. Efforts have to be made to set up a system of education for democratic practice.

In mid - 1992, the Cambodian Resettlement and Reintegration Programme (CARERE) was established to help the government and people of that war-torn country to plan, implement, monitor, and evaluate effective, efficient, sustainable development programmes. Given the pressures of helping some 550,000 returnees and internally displaced persons, initial CARERE activities were more relief-oriented than developmental - demining of fields and roads, rebuilding of schools, and reopening of medical clinics, for instance. International and national NGOs have been involved with, among other projects, the provision of technical assistance and medical supplies for infirmaries. By early 1994, following national elections, the focus shifted towards basic community development activities.

Governance

UNDP's work in the area of governance

includes helping countries conduct fair and democratic elections. Prior to Mexican elections in August 1994, one goal was to strengthen the capacity of civil society to monitor the electoral process. This involved funding eight advisors who worked with "national observers" - an independent group of individuals that sprang up during the 1988 elections - to establish a method of electoral observance based on internationally accepted criteria. Training was also provided for the observers who would be working on election day in 31 Mexican states.

UNDP has also launched a Regional Programme to Support Democracy, Governance and Participation in Central and Eastern Europe and the Commonwealth of Independent States. To help countries in transition in this unprecedented time of change, it became clear that a mechanism for information exchange and aid coordination would be useful. A meeting was held to consider establishing a multilateral Task Force on Democracy, Governance, and Participation, with the assistance of bilateral agencies and other organisations in the UN system. CSOs in these countries would be key participants in such a Task Force, providing important information and connections to community realities.

Strategic planning and capacity building

One theme that runs through all these activities is the need to strengthen the ability of numerous organisations of civil society to design, initiate, manage, implement, evaluate, and replicate development projects. In addition, the ability of some groups to be involved in the setting of broader national policy goals and objectives can be enhanced through training and the initial opportunity to play this larger role at the local level.

In furtherance of this goal, a specific budget line in Special Programme Resources has been allocated to strategic planning and institutional development. The activities supported include a regional strategic planning process for Latin American NGOs and founda-

ons that work with micro-enterprises, an Asian Leadership seminar on priorities for civil society in the area, an African seminar on participatory methodologies in rural areas, and a subregional workshop in Africa on NGOs and the changing role of the state.

In addition to these funds, capacity building is the primary focus of a programme launched by UNDP in direct response to the 1992 Earth Summit - Capacity 21. This programme is based on the belief that the ability of a country to follow a path of sustainable development is determined by the capabilities of its peoples and institutions. "Capacity building is the sum of efforts needed to nurture, enhance and use the skills of people and institutions - the very core of civil society.

Capacity 21 stresses multisectoral approaches that are nationally developed and executed, and the involvement of all members of society. Each Capacity 21 programme is customized to meet the unique capacity building needs of the country where it is to be implemented; a number of them focus on preparing a national Agenda 21 to follow up on the agreement at UNCED.

Some developing countries are in the midst of significant institutional changes. Others are looking for a "jump start". The general approach is to strengthen existing capacity as much as possible by building on local resources and know-how. Emphasis is placed on coordinating existing plans and strategies optimally, not on developing new ones.

In Asia, UNDP supports a programme, implemented by Inter Press Service (IPS), which aims at improving the ability of media and non-governmental organizations in Asia to contribute to the debate on sustainable development at international, regional and national levels, by raising their awareness and enhancing their technical capacities.

Policy dialogue and advice

At the global level, UNDP looks increasingly for opportunities to enter into, and supports policy dialogue with organizations of civil

society. For instance, UNDP supported various CSO initiatives in preparation for UNCED in 1992, providing groups in various countries with an opportunity to network on major substantive issues related to the conference and to bring their concerns into the mainstream.

Through the National UNCED NGO project, to cite one example, UNDP supported the publication by the Secretariat for the Chilean Forum of NGOs of a three-volume "independent" NGO national report. The study, which contained analyses of the socio-economic situation and of the environment in Chile, was submitted to the UNCED Secretariat.

UNDP was also one of the main supporters of the three meetings parallel to the official conference in Rio - The '92 Global Forum, the Kari Oca Conference, and the World Urban Forum, which enabled respectively NGO, indigenous people, and local government representatives with an opportunity to discuss their own priorities and to influence the official conference.

Similarly, for the World Summit on Social Development in 1995, UNDP supported active and increased participation of civil society organizations in the elaboration, implementation, and follow-up of major decisions of the conference. For example, before the meeting in Copenhagen, UNDP funded a project of the Third World Network that aimed at enhancing the capacity of developing countries and NGOs to monitor and analyze trends in the international economic environment so they could be better participants at such fora as the Social Summit and in economic and social policymaking.

UNDP has also provided support to ensure the participation of CSOs in follow-up activities to the WSSD. UNDP provided, for example, the Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLASCO) with a grant to enable the participation of CSO leaders in a meeting of the ministers of the Group of Rio - which includes all the major Latin American countries plus one representative each from Central America and the Caribbean - on social development. The CSO representatives presented, at this meeting their positions with respect to follow-up to the Social Summit and mechanisms

for joint monitoring of the Summit agreements.

For the UN Fourth World Conference on Women in 1995, UNDP supported various initiatives of women's groups, including a project of the Women's Environment & Development Organization that aims at developing and implementing a programme to analyze the structural linkages between gender relations, environment, and development as part of the Beijing NGO Forum.

In addition to these initiatives, UNDP organizes at its headquarters in New York formal and informal consultations with CSO representatives on a wide range of subjects, including the *Human Development Report*. UNDP's Administrator takes advantage of visits to donor countries to meet with major industrial-country NGOs on policies and strategies for development cooperation. In some cases, steps have been taken to develop Joint programming.

At the national level, UNDP increasingly seeks to foster an enabling environment that encourages and allows CSOs to contribute to sustainable human development strategies and programmes. The main opportunity for NGOs to participate in direct policy dialogue occurs at the beginning of each programming cycle, when the national objectives and priorities of the UNDP country programme of support are defined. In the Philippines, for example, UNDP supported an initiative that aimed at establishing mechanisms for regular consultation and participation of CSOs and grassroots groups in the various stages of the UNDP programming cycle.

Increasingly, CSOs are also asked to take part in the design of projects and programmes, especially projects in areas where these groups traditionally have most expertise, such as community development, poverty eradication, environment, and participatory development. In Bolivia, for instance, the formulation of the UNDP Country Programme for the fifth cycle was used as an opportunity to formulate a National Technical Cooperation Programme 1992-96 that encompasses the totality of external cooperation to Bolivia. One of the subprogrammes, Programa Nacional para el Desarrollo Participativo y Armónico de los Pueblos

Indígenas do Oriente, Chaco y Amazonia, was formulated with the direct participation of the intended beneficiaries - indigenous groups.

For a number of the least developed countries, UNDP sponsors and facilitates national aid-coordination efforts through Round Table meetings. This process has involved preparation of a country's development programme and projects prior to a Round Table meeting with donor officials in Geneva focused on policies and priorities for project financing. This is followed by in-country consultations and follow-up on commitments made in Geneva, encompassing both developing-country and donor performance. In some cases both national and international CSOs are involved in this process.

UNDP often turns to organizations of civil society for policy advice not only in matters related to collaboration with CSOs, but also on subjects such as sustainable agriculture urban environment, and biodiversity conservation. This may take the form of policy advice not only to UNDP, but also to a much larger audience. In an initiative with the Third World Network, for instance UNDP supports research and analysis on environment and development issues from a Southern perspective, along with the Network's efforts to make the results available to CSOs, policymakers, and other possible stakeholders.

Working with UNDP

Traditionally, UNDP programmes and projects are executed by a specialized UN agency or by a government agency. In a growing number of programmes, however, civil society organizations are subcontracted by the executing agency to implement the entire programme or specific parts of it. This has particularly been the case in projects executed by the United Nations Office of Project Services.

Often developing-country CSOs seek assistance in areas such as the development of medium - and long-term strategies, the acquisition of economic management skills required by large-scale programmes, network building,

and the exchange of information. UNDP seeks to be more responsive to the needs of Southern CSOs for strengthening their capacity.

The most common form of direct support to CSOs is through the small grants programmes described earlier - LIFE, the Partners in Development Programme, the GEF Small Grants Programme, the Africa 2000 Network, Asia Pacific 2000, and so on. These programmes all seek to support, through grants of up to US\$ 50,000 per recipient organization, initiatives of grassroots and community groups and other CSOs and to strengthen their capacity in attending the needs of the poor and in ensuring a more sustainable future.

The management and execution of these programmes is usually decentralized to the UNDP Country Offices. For most small grants programmes a National Selection Committee, with representatives of the UN system, government officials, and national NGOs, is responsible for assessing and approving proposals. Simplified administrative procedures have been approved for all these programmes.

UNDP collaborates with, and directly supports, organizations of civil society in many other ways. For example, UNDP funded from 1959-1994 in sub-Saharan Africa a regional programme aimed at strengthening collaboration among NGOs, governments, and UNDP. A second phase of this programme - aiming at supporting NGOs and grassroots groups to develop their own visions, policies, and strategies on development and the establishment of an institutional and legislative environment

that will foster upstream dialogue between civil societies and national decision-makers - has now been approved.

In Asia, a regional project executed by FAO and implemented by the Asian NGO Coalition seeks to promote people's participation in sustainable agricultural development by establishing and strengthening peoples participation networks, both at the non-governmental and governmental levels. It aims to enhance the self-help capacities of peoples' organizations and to represent resource-poor farmers at community and higher levels. Another goal is to promote and strengthen networking between people's organizations, NGOs, government organizations, and development organizations in participatory design and implementation of sustainable agricultural development activities. The project also seeks to promote policies, legislation, and the decentralization of decision-making, implementation, and monitoring of agricultural development activities.

These examples show that UNDP is committed to working with civil society. It is only through collaboration with all stakeholders that the challenges today's world faces can be overcome and that people-centred sustainable development can be achieved.

For more information on collaboration with UNDP, contact UNDP's Country Office should be contacted, or : NGO Programme, Social Development and Poverty Elimination Division, Bureau for Policy and Programme Supports One UN Plaza, New York 10016. USA.

par Edgar Morin *

On trouvera ci-dessous le texte de l'intervention de l'auteur lors d'un petit déjeuner-débat organisé par l'association "Europe 99. Projet de civilisation", le H juin 1995 sur "l'identité européenne et les relations de l'Union avec le reste du monde". Ces réflexions n'engagent pas entièrement leur auteur. Les parties en italique correspondent à des propos ou interpellations des membres de l'association présents au débat.

* Sociologue, directeur de recherche émérite au CNRS et directeur de l'Agence européenne pour la culture, Edgar Morin est aussi co-directeur du Centre d'études transdisciplinaires (sociologie, anthropologie, politique) de l'École des hautes études en sciences sociales à Paris. Il a dirigé la revue *Arguments* et la revue *Communications* et se consacre depuis vingt ans à la recherche d'une Méthode apte à relever le défi de la complexité ce qui s'impose désormais, non seulement à la connaissance scientifique, mais aussi à nos problèmes humains, sociaux et épolitiques. Cette recherche débouche sur la proposition d'une réforme de pensée.

Principaux ouvrages : *Introduction à une politique de l'homme*, Seuil, 1965.

L'homme et la mort, Seuil-Points, 1977.

Le paradigme perdu, Seuil-Points, 1979.

La Méthode - T1 La Nature de la nature, 1981 -T2 *La Vie de la vie*, 1985-73. *La Connaissance de la connaissance*, 1991 -T4. *Les lièx*, 1991, Seuil.

Pour sortir du XXIème siècle, Seuil, 1984.

Science avec conscience, Seuil, 1990.

Penser l'Europe, Folio-Gallimard, 1990.

Un nouveau commencement

avec M.Ceruti et G.Bocchi, Seuil, 1992.

Terre-Patrie avec A.B.

Kern, Seuil, 1993.

Sociologie, Seuil 1994.

Transnational Associations,

5/1996, 283-288,

L'expression "Politique de civilisation" s'est imposée à moi au début des années 1980. Elle se raccorde à ce que j'ai appelé une politique de l'homme.

Elle se veut la traduction d'une politique multidimensionnelle. Tous les problèmes humains ont aujourd'hui une dimension politique. Ainsi on constate une invasion dans le politique des problèmes démographiques, de ceux liés à la limitation des naissances, l'eugénisme, la détermination du caractère de l'enfant, etc. Nous sommes dans un moment où le niveau politique doit être complexifié...

1. Politique de civilisation, socialisme et économisme

Quand on emploie cette expression de politique de civilisation, on reprend le projet fondamental du socialisme qui s'est dessiné au siècle dernier, comme une aspiration non seulement à plus de communauté, de fraternité et de liberté, mais comme voulant faire une civilisation au-delà de la domination et de l'exploitation de l'Homme par l'Homme. Et non pas seulement la considérer unidimensionnellement dans la perspective de Marx, comme problème seulement de classe. Cette perspective demeure pertinente : il y a à faire pour l'amélioration de relations entre les humains, les relations interpersonnelles et les relations à l'échelle de la planète. Ce projet de politique de civilisation, qui était le projet initial du socialisme, s'est trouvé trahi, inversé et ridiculisé dans l'entreprise dite soviétique. Ce projet s'est complètement effiloché dans la social-démocratie : certes la social-démocratie a réalisé, partout où elle a pu exercer un pouvoir, "l'État assistantiel". Remarquons qu'en France ce programme s'est développé sans véritable structure social-démocrate. En fait,

cela est insuffisant et nous devons empêcher la gauche française de s'endormir dans l'idée de réaliser "le bon parti social-démocrate français"...

Je pars de l'idée qu'au cours de cette dernière décennie, il y a eu une dissolution du politique dans l'économique. Ceci était déjà vrai dans l'époque post-gaullienne. A l'époque Mitterrand, il y a eu concrétisation et généralisation de l'économisme et la question fondamentale est devenue celle de la "bonne" économie : ce qui signifiait le plein emploi, la poursuite de la croissance, le solde positif de la balance des échanges, l'augmentation du PNB... Tous ces éléments sont devenus les moteurs d'une pensée économistique. La réduction de la politique à l'économie est d'autant plus grave qu'il est essentiel au contraire d'ouvrir la politique à la civilisation. Et je dirais même qu'il ne suffit pas d'opposer le social à l'économique. Il faut une Europe civilisationnelle, un projet de civilisation où le social, le politique et le civilisationnel soient liés. Je ne veux pas pour autant réduire et dissoudre le politique proprement dit dans la politique de civilisation. Tous les problèmes classiques demeurent. Mais cette dimension me semble devenue vitale.

La réduction à l'économique n'a pu colmater cette brèche dans la santé économique qui est la progression du chômage. Certes tous les partis disent que le chômage est intolérable. Mais cet intolérable est "intolérablement toléré". Mon idée c'est de ne pas partir du chapitre chômage. Il faut au contraire tenter de traiter le problème emploi, le problème chômage, à partir des maux de notre société qui sont des maux de civilisation pour y situer le problème du chômage et de l'exclusion. Et n'essayons pas de le traiter d'abord à partir de la logique économique : car la logique économique dans le cadre du système comptable actuel nous demande seulement de chiffrer...

Ainsi j'ai participé au sommet économique de "L'Expansion", à Vienne, où un intervenant a traité de la santé du point de vue budgétaire qui se traduit par l'accroissement continu des dépenses de santé. Pour décélérer l'accroissement, on conseille alors de retirer un certain nombre de médicaments de la remboursabilité; de baisser le taux de remboursement d'autres médicaments; de demander aux médecins de faire des ordonnances un peu moins longues, etc., etc.; toutes mesures pouvant réduire de 5%, le budget ! Mais l'idée qu'il y ait par exemple des bronchites, des asthmes, des maladies, des maux, des stress, des insomnies qui viennent des conditions de la vie urbaine, du caractère même de notre civilisation, et que ceci engendre des dépenses considérables justement dans le domaine de la santé, que l'on puisse faire un effort dans le secteur de la vie quotidienne et que dans les années qui viennent cela se traduirait par une diminution des dépenses de santé, cette perspective n'est jamais envisagée.

2. Des maux de civilisation

Nous vivons sous le règne de la pensée compartimentée, qui empêche de voir les interactions. Le thème de la réforme de la pensée est préliminaire : nous avons à faire à un monde d'experts, de techniciens (au milieu desquels parfois un individu imaginatif heureusement ressort) qui est fondé sur la compartimentation et l'incapacité à faire des liaisons, ce qui est un énorme obstacle au niveau de toutes les instances de contrôle, de direction et de décision.

Il faut essayer de voir quels sont les maux de notre société qui sont des maux de civilisation. Et il faut les lier au fait que s'il y a une ou des carences de civilisation profondes, il faut régénérer le tissu des relations humaines et sociales et mettre le mot de qualité de la vie au centre des préoccupations politiques de civilisation.

Là aussi il ne s'agit pas seulement d'avoir une pensée attentive à faire les liaisons, il s'agit aussi d'avoir une pensée qui modifie la façon de concevoir les problèmes. Prenons en exemple le

mal des banlieues qui est un problème localisé topographiquement, socioculturellement (il touche les adolescents) et sociologiquement. Certes ceci constitue une sorte d'univers extérieur à l'univers dit normal et demande alors des solutions spécifiques, locales... Mais à mon avis, il faudrait voir ceci comme des indicateurs paroxystiques d'un mal beaucoup plus général. L'adolescent est le maillon faible de la société car il sort du cocon de l'enfance et il a l'aspiration à la pleine existence; il n'est pas encore intégré dans le monde adulte, dans le monde du travail. C'est un monde où fermentent des aspirations, des révoltes. Et la vision que les adolescents ont du monde adulte est une vision très négative. C'est une période instable qui a une composante biologique, mais également une composante socio-culturelle. L'adolescent porte en lui d'une façon intensifiée les problèmes de notre société. Si la révolte de la jeunesse en mai 68 a cru trouver la réponse à ses maux, c'est qu'elle a rencontré les messages que lui donnaient les maoïstes, les trotskistes et les autres. Cette jeunesse y avait trouvé un espoir. Or aujourd'hui les promesses révolutionnaires se sont effondrées et l'espoir a disparu dans la société. L'incertitude, l'angoisse deviennent des maux épouvantables, dans un monde atomisé où les individus sont seuls. Il y a un phénomène de désintégration des anciennes solidarités, alors qu'il faut régénérer, recréer des solidarités. Car on ne peut supporter cette situation d'angoisse que dans la participation, dans l'amour, dans la fraternité, dans l'action...

Je dis donc que les problèmes périphériques tels ceux de la jeunesse et de la vieillesse nous posent des problèmes centraux. Des problèmes qui semblent privés et existentiels doivent avoir une signification politique dans une politique de civilisation. Il est certain que la consommation de somnifères, de tranquillisants ainsi que les maux psychosomatiques ont un aspect existentiel, individuel, mais ils ont également une entrée sociale. Cela devient un problème politique de civilisation si on considère l'entrée socio-psychologique. C'est pourquoi des problèmes privés existentiels prennent un aspect politique...

Face à l'accroissement de la technique, de la logique de l'hyper développement, de la

bureaucratisation dans les administrations comme dans les entreprises, de l'atomisation des individus que le développement technique et économique ne fait qu'accroître, on constate que la société civile se défend. Depuis 20 à 30 ans, il y a en effet tentative d'échapper aux contraintes de la vie urbaine. Par exemple, contre les maux de la vie urbaine, les individus multiplient week end, sorties, vacances. Contre le désespoir des banlieues, les jeunes ont produit la bande ou le gang ou reconstituent une communauté. Les membres de la société résistent. C'est un phénomène typique de résistance collaborative. Aujourd'hui notre société civile résiste contre l'atomisation et la mécanisation de la vie en collaborant au système et perpétue ses maux tout en réussissant à en atténuer certains. Ce qui fait que nous sommes dans une époque où existe une dépression cyclonale qui ne se cristallise jamais. Nous sommes dans une situation polycrisique; mais aucune crise ne jaillit véritablement, mis à part quelques irrptions dans certains secteurs. Et ainsi les choses continuent. Elles continuent d'autant plus que, chaque fois qu'un politique s'efforce de considérer l'ampleur - c'est à dire la complexité des problèmes -, il recule épouvanté car il ne voit pas trop quoi faire. Et les partis ne font aucun investissement intellectuel et politique, alors que c'est leur rôle. Plus ils se rendent compte que les problèmes sont graves, plus ils ferment les yeux. Et cela traduit la complexité de cette situation entre crise et routine, et en même temps la difficulté du diagnostic qui est soit trop alarmiste, soit euphorique...

Ce que j'ai voulu diagnostiquer dans les maux de civilisation, c'est l'envers de ce dont nous voyons l'endroit. L'envers de l'individualisme qui entraîne une atomisation des individus. L'envers de la technique dont la mission serait de maîtriser les énergies pour éviter les fardeaux aux humains - entraîne l'asservissement des individus et suscite réactions... Là aussi il est difficile de tenir l'ambivalence du jugement.

Donc le diagnostic grossier du mal de civilisation est : l'atomisation, l'anonymisation et le mal être du bien être. De 1962 à nos jours, il y a eu une multiplication par trois du nombre des suicides et des hospitalisations psychia-

triques et par six de la consommation de tranquillisants. Et c'est en France, pays du bien vivre, que l'on consomme le plus des tranquillisants. Le concept de développements proposé comme modèle, se révèle en fait être destructeur : il détermine le sous-développement intellectuel - façon compartimentée de voir le monde -; le sous-développement affectif - les gens n'arrivent pas à trouver la réponse à leur besoin de communication humaine, d'amour, de communauté -; le sous-développement psychique - tous les stress et toutes les névroses résultent d'une telle situation - et moral. Cette confluence de facteurs tend vers la démoralité marquée par la bureaucratiation généralisée, la perte du sens de la responsabilité et de la solidarité, et l'invasion de l'argent dans des secteurs jusque là extra-monnaires. Tout ceci crée des irresponsables. Et la seule chance de la remoralité n'est pas de créer une "nouvelle éthique" mais de progresser vers une civilisation de moralité, de retour à l'éthique, en créant des conditions de responsabilité et en ouvrant une espérance, car plutôt que de donner des leçons de morale, il faut élaborer une politique qui réveille le sens de la solidarité et redonne foi dans un grand Dessein.

Il y a aussi un problème de temps : nous sommes face à un problème d'accélération des processus. Nous avons en même temps un phénomène d'agitation brownienne de nos comportements : nous nous agitons mais nous n'agissons pas. Et nous n'arrivons pas à prendre conscience du présent. Il faut un certain temps pour nous rendre compte du présent; aussi nous avons un problème du retard de la conscience accentué par la vitesse et la complexité des situations. L'incapacité à penser la complexité conduit à la cécité. Les phénomènes de décomposition ne permettent pas de percevoir la reposition. Il y a une difficulté à comprendre que l'ennemi est intérieur; alors on recherche l'ennemi extérieur. Nos nations vont-elles reconduire leurs nouvelles angoisses sur les anciens imaginaires, c'est à dire sur l'ennemi étranger cause de tous les maux ? La Nation, dans sa fondation occidentale, portait en elle le vice de la purification religieuse, ethnique et raciale). On se rend compte que finalement c'est une maladie propre à l'Etat-Nation et que ce

n'est pas terminé. C'est un problème angoissant car la grande menace, c'est l'alliance des deux barbaries : la barbarie qui vient du fond des âges et la barbarie techno-industrielle incapable de voir les individus avec leur souffrance, leur malheur...

Je pense que l'inconscient collectif ressent obscurément la grande menace sur l'identité et sur la vie, il ressent l'insécurité de la vie, la dégradation des qualités de vie. Et je dirais que l'insécurité matérielle de la vie quotidienne devient le symbole concret de cette grande menace obscure. C'est à dire qu'on fixe cette insécurité sur les délinquants, les marginaux, les immigrés au lieu de voir qu'elle est beaucoup plus profonde et beaucoup plus large. Face à cette grande menace nous devons concrétiser des impératifs interdépendants : solidariser, civiliser, consolider, convivialiser, ressourcer.

3. La Terre Patrie et l'Europe

Nous sommes dans un pays marqué par une civilisation qui grignote le fond culturel où elle est née. Mais si nous prenons conscience du mot culture dans le sens ethnographiques nous nous rendons compte que la diversité des cultures est un trésor pour toute l'humanité. Or il y a un processus de destruction terrifiant qui se fait dans le monde et qui menace les cultures européennes. Ce n'est qu'en étant unis que les européens peuvent sauver leurs diversités culturelles. Une culture doit être intégrée et ouverte vers les autres cultures. Les rencontres entre cultures créent de la nouvelle diversité; il faut distinguer un cosmopolitisme, qui est issu de la rencontre, et qui crée de la diversité et un cosmopolitisme de l'homogénéisation qui détruit la diversité. L'idée de ressourcer, c'est de ne pas perdre le sol et de reprendre Terre. Et quand je dis Terre, je parle de la Terre qui en France est en train de se dépeupler, se dégrader. Je fais référence aussi à la Terre Patrie. Il y a un lien entre tout ré-enracinement terrien et l'idée-clé que j'avais développée dans *Terre Patrie*, c'est de dire de ne pas opposer un cosmopolitisme abstrait sans racine aux enracinements concrets qui peuvent être la fidélité ou l'amour de sa

patrie ou de son ethnie. Au contraire, je dis qu'aujourd'hui nous pouvons savoir qu'il y a une communauté d'origine à tous les êtres humains, qu'il y a une communauté d'identité dans le sens où nous avons tous la même nature mais qui, dans cette nature même, a des potentialités d'extrêmes diversités, et une communauté de destin. Telle est la définition de la patrie, communauté d'origine et identité de destin. L'idée nécessaire c'est que "les patries" peuvent très bien s'enraciner dans une conception terrestre plus profonde et plus vaste de "la patrie" à condition qu'elles soient ouvertes. A ce moment-là, nous approuverons les ressourcements et il n'y aura plus l'opposition fantasmagique entre les singularités concrètes mais closes et un cosmopolitisme ouvert mais abstrait.

En ce qui concerne l'Europe, nous subissons une mauvaise politique des mots car on oppose l'Europe des patries à l'Europe supranationale. Or l'Europe doit être celle des patries tout en étant l'Europe supranationale. Il n'y a plus de souveraineté absolue de l'Etat national : bien des problèmes dépassent ses compétences et nécessitent d'être traités en commun, vue le phénomène de planétarisation. Le cas français est d'autant plus intéressant que la Nation française, à la différence des autres, s'est faite par la francisation de régions hétérogènes. C'est à dire que le processus multiséculaire de la francisation est un processus fondamental lié à l'histoire de la France. Au cours de ce processus, la Révolution française a introduit dans le code génétique de l'identité française, l'idée d'universalité. Celle-ci ajoutée à l'idée de francisation donne une idée typiquement française de la Nation : c'est un esprit commun, c'est une volonté commune de ceux qui souhaitent être français. Ce qui signifie que le ressourcement en terme français, quand il est pris dans cette logique historique, n'est pas un processus de rejet et de fermeture...

4. Politique de résistance et d'espérance

Je pense d'autre part qu'il y a besoin d'une foi dans ces valeurs de solidarité et de fra-

(1) **Terre Patrie avec la collaboration d' A-B. Kern, Le Seuil, 1993**

gnité qui nourrisse l'éthique. La moralisation, la solidarisation et la civilisation doivent aller de "pair". C'est une perspective historique dont il faut énoncer les principes maintenant : il y a possibilité d'une politique qui rayonne et qui laisse la place à l'initiative individuelle. La politique, c'est de ne plus opposer la libre initiative à une économie dirigée extralucidement de façon bureaucratique et planifiée.

L'idée, c'est que la puissance publique crée les structures pour que les bonnes volontés qui n'arrivent plus à s'exprimer et les pulsions créatives solidaires y trouvent pleinement leur emploi. On incite, on encourage, on donne les moyens et les choses peuvent démarrer. Tous les éco-emplois, métiers de solidarité, de convivialité peuvent être développés. Et là, c'est le retour de la boucle sur la question de l'emploi en ayant traité des problèmes de fond de notre société. Le problème est de financer ce New Deal civilisationnel. En renant compte des énormes économies que l'on peut faire, en créant des fonds de civilisation qui auraient une valeur d'encouragement et d'aide, qui assureraient des services de proximité, de convivialité, de solidarité, nous traitons en réalité le problème même du chômage. Et ceci n'est pas en contradiction avec l'approche qui voit que le développement technique tend à libérer les énergies.

Je pense que la politique de civilisation peut se formuler plus facilement en France car c'est un pays de convivialité traditionnelle. Les rapports humains se sont tellement dégradés en quelques années que le pays peut ressentir cette aspiration. Mais c'est aussi une idée typiquement européenne car la réalisation relève d'une nécessité commune de décélération de la compétitivité économique. La croissance est devenue un phénomène de feedback positif historique. En fin l'ingrédient vital dont nous avons tous besoin et la politique aussi, c'est l'espoir et le problème de la résurrection de l'espoir. Ce n'est pas une promesse, mais une possibilité. Il faut aider la société civile en comprenant que ses problèmes sont politiques, il faut utiliser la conscience de la décomposition pour la régénération, il faut régénérer un futur; et je crois que cette politique de résistance porte alors en elle le principe d'une politique d'espérance.

Interventions et réponses :

" Jean-Pierre Worms se demande si la nature même de la démocratie permet de dépasser ce retard de conscience ? Car ce retard de conscience est une difficulté fondamentale. L'objectif est de dévoiler les opportunités du futur. Il estime que l'autonomie individuelle est manipulable par des techniques, dans des voies qui la canalisent et l'enferment et sont ratives à la diversité. Il y a une articulation entre l'identité retrouvée et le pluralisme des appartenances et des identités. Et le problème est de gérer la diversité et l'éclatement.

Edgar Morin

Je suis pour la poly-identité. Aujourd'hui l'objectif est de créer en Europe le sentiment de communauté et le sentiment de patrie humaine. L'un ne doit pas nier l'autre. On remarque qu'à un moment donné, dans certaines conditions de grands défis, il y a une minorité d'individus dotés d'une passion commune d'entreprendre une démarche à finalité démocratique mais dont les moyens initiaux sont non démocratiques. C'est le cas de l'Europe dans sa période de construction. Le problème qui va se poser, c'est comment étendre la démocratie, qui s'est développée au sein des nations, à l'échelle de l'Europe ? Il faut que les partis, les syndicats... deviennent transnationaux.

• Jacques Robin

Ce qui est inquiétant c'est le développement à marches forcées du capitalisme de marché à l'échelle mondiale. La rencontre du G7 à Halifax en juin 1995 prépare le renforcement des pouvoirs de la Banque mondiale, du Fonds Monétaire International : ainsi l'OCM s'apprête à modifier les législations nationales pour permettre un ajustement structurel planétaire au modèle de développement actuel. Il faut approfondir les formes d'une économie plurielle" qui est essentielle si l'on espère la mise en place d'espaces de liberté.

• Lucile Schmid pose la question de savoir si, en période de crise, on peut parler de politique généreuse ? Comment peut-on parler de certains sujets tabous, comme celui de l'immigration ? Y-a-t-il un discours politique permettant d'aborder ce thème de manière généreuse ? Et comment peut-on le susciter ?

Localement ce que vous dites se vérifie : de nouvelles espérances naissent à partir d'initiatives locales. Mais faut-il que la puissance publique crée les structures indispensables à leur épanouissement. L'Etat doit-il être le vecteur de cette organisation ? Ne peut-on pas nous-mêmes trouver les moyens d'une organisation autonome pour exercer les fonctions qui permettent de passer de la collection d'expériences à un mouvement organisé ? Aussi les fonctions comme l'information, l'échange d'expériences et la mise en réseau, l'assistance technique et la fonction de réflexion et de mise en perspective pour dégager les "questions de civilisation" qui sont en fait présentes dans chaque expérience. Comment nous organiser au-jour d'hui pour arriver à ce que les militants qui, depuis cinq ou dix ans, ont multiplié ces expériences avec la décentralisation, ne se découragent pas et n'échouent pas ?

• **Michel Hervé**

Comment développer des processus de liaison par hasard ? Et en particulier, est-ce que les mouvements de communication liés aux technologies de l'information permettent cette liaison du hasard ? Un des facteurs clé ne serait-il pas de mettre encore plus de technologies dans les sociétés ? Je suis inquiet de voir que cette énergie de liaison entre les citoyens à la base ne "passe" pratiquement pas. Ce qui passe par le système démocratique, ce sont souvent des systèmes de liaison

Edgar Morin

En situation de crise, que faire ? La crise mondiale de 1929 a suscité d'un côté le New Deal de Roosevelt avec des solutions démocratiques et de l'autre côté Hitler. La France se situe entre les deux : c'est un pays qui a une très forte identité nationale et qui intègre une très forte immigration. Elle peut basculer dans un sens comme dans l'autre. En dépit des différents flux d'immigration, l'intégration continue à fonctionner. Donc le discours xénophobe est limité. Il ne faut pas laisser le monopole du patriotisme aux anti-européens mais l'inscrire dans le cadre européen.

A propos d'initiatives locales, j'ai été frappé de découvrir la prolifération d'initiatives qui ne sont jamais reliées les unes aux autres. Il faut absolument les relier entre elles. Il faudrait proposer des "Etats généraux de civilisation" où se rassembleraient tous ceux qui ont eu des expériences et des propositions dont le but est de régénérer à la fois le tissu démocratique, social, culturel, etc... La vraie initiative communicationnelle et militante relève des associations et des individus. L'Etat doit être présent pour fournir les moyens et les cadres et non pour avoir un rôle directif.

Modernisation of trade unions in Europe (Part I)

par Ulrich Mückenberger * et Rainer Zoll **

The following paper is part of a survey funded by D.G. V of the European Commission, on "the future of labour relations in Europe". Its global purpose is to work out a hypothesis concerning the regulation of social policies in Europe.

The general framework of this enquiry was presented in *Transnational Associations*, 4/1996.

The research team was advised by André Berten (University of Louvain), Philippe De Ville (University of Louvain), and Enzo Mingione (University of Padova), with the support of the Centre of Philosophy of Law of the University of Louvain.

The foundations of trade unions in all European countries, have been shaken by far-reaching technological, economic and sociocultural changes since the seventies'. The traditional trade union structure based on the standard employment relationship has been thrown into crisis by the recession and continuing mass unemployment. The social trend to more individualism has led to an increasing change in the objectives of trade unionists. Gainful employment is no longer the sole focus of the individual's identity; life-styles and work-patterns are being transformed, and the relationship between the sexes and between the generations is undergoing radical change. Growing social diversity among employees has resulted in the dissolving of professionally-based communities and class structures. This means that solidarity under its previous form can no longer function as a basis for the unified and effective mobilisation of trade unionists.

Trade union organisation is not keeping up with the times when faced with the radical changes within society. A "crisis of representation" is being seen in all member-states of the EC. Employees feel that they are not well represented, and many of them are expecting more active participation. There is a lack of a consistent trade union approach towards society, work, identity and social justice. Finally, explosive social problems in areas such as ecology, vocational training and professional skills, health and safety standards, and labour migration are calling for answers from the trade unions. There is agreement within the discussion about the trade unions about the need for a fundamental reform in the structure and programmes of their organisation. Despite this agreement, however, trade union practice as such has not undergone any obvious change.

The trade unions have taken up a defensive position in an attempt to safeguard their achievements. Trade unions - and often enough trade union scholars, too - tend to cite individualism as a main reason for the crisis. According to our thesis, this point of view is merely a pretext to avoid undergoing radical change. It is misleading for several reasons. Individualism is a part of the overall process of modernisation. As such, it contains a substantial ambiguity; it poses risks as well as opportunities. At present, the main task (and not only for unions) consists in learning how to handle this ambiguity. It seems to us that the first step is to take a progressive stance towards modernisation.

New forms and cultures of work are resulting in further rationalisation. Social differentiation, individualisation and rationalisation are aspects of modernisation which seem to be crucial for trade unions. We have not entered a "post-modern society" as some scholars state; we have entered the second phase of modernity. Anthony Giddens and Ulrich Beck analyse this second phase as a radicalisation of modernity as "reflexive modernisation". Until now modernity has been strongly imprinted by pre-modern tradition, by remnants of the past. There is good evidence for that in the case of trade unions, many of whom have kept substantial elements of the guild culture. Often they still behave as if they were craftsmen's guilds, not unions of all workers. This is why they do not gain access to new groups of workers - such as white collar employees or women. Radicalisation of modernity is also reflected in the change of the basic unit of society: In the past this was the two-generation "nuclear" family; nowadays it is the individual. Single-parent households have surpassed the nuclear family; nowadays, in the big cities they form nearly half of all households.

* Professor at the University of Hamburg.

** Professor at the University of Bremen.

(1) The essay is based upon the experience of the German system of industrial relations, but nevertheless our assumption is that our findings in principle hold not only for Germany, but also for the other western European countries. This assumption was tested and mainly confirmed by means of a workshop with industrial relations experts from 6 CE-member states in the summer of 1994.

The second phase of modernisation requires that trade unions newly reflect their roles in society. Apart from that, trade unions are forced, by the increasing Europeanisation and internationalisation of business and politics, towards a reorientation. They are confronted with a certain ambiguity of nationally-shaped policy areas such as labour law, collective bargaining structures, social policy etc., on the one hand, supranational centralisation of political decision-making and economic interdependence, on the other.

The following essay contains four main chapters. In chapter 1 we focus on the old trade union model and its erosion. We present starting from the German example - reflections on the role of trade unions in the enlarging European space by using possible, positive as well as negative, scenarios concerning future European developments. Chapter 2 confronts our points of departure with findings from other member states of the European union. Chapter 3 is a short account of the present state of trade union representation on European level. Chapter 4 then will draw conclusions. Starting from a short reflection how and in which forms social regulation will develop in Europe and which programmatic and organisational problem emerge for European trade unions, we present some recommendations for the DG V which seem to be to us an adequate result of our whole project.

I. Contents and erosion of the old trade union paradigm

1.1. The traditional trade union paradigm

1.1.1. System and aspects of workers' life worlds in the traditional paradigm

The traditional trade union paradigm is to be seen in close connection with the period of growth that followed World War II, when international trade was re-organised according to the Bretton Woods system. An enormous expansion in international trade took place in the fifties and sixties, dominated by the USA.

This growth in international economic integration was founded on classic national economics which were in part regulated by Keynesian economic policies. It was this regulated global market which was a precondition for full employment and thus also a prerequisite for successful trade union policy based on full employment. Taylorist forms of management and assembly-line technology were the predominant modes of production which, in the key industrial sectors, were combined into a system of inflexible mass production. Employment with on-the-job-training was the main form of labour, accompanied by traditional skilled labour, which despite a change in job patterns remained as it was.

The welfare state was, according to the old union paradigm, a "repair agency", responsible for the reproduction of labour as a commodity. Opportunities and benefits for workers were coupled with paid work. The standard employment relationships - i.e. permanent, continuous and skilled full-time employment in a medium-sized or large enterprise - was thus also the point of reference for trade union policy. The model of standard employment-relationships placed paid work as the focal point in the life of a "standard employee". Full-time employment as practised by the male employee took the woman as a housewife for granted, thus perpetuating the traditional relationship between the sexes in which the man is usually the bread-winner and the woman is usually a housewife, mother and if need be a secondary earner. The proportion of women organised in trade unions was relatively low because, despite diversities with respect to unions' organisational structures, and religious and political links, most of the trade unions were essentially industrial ones and thus the female lobby was quite small. Just as the trade unions' old paradigm was oriented towards the standard family and standard labour, so was their organisational structure tailor-made for the standard "life-story" which consisted of the following three phases - youth, adulthood, old age retirement - and included the corresponding gender-specific spheres (firstly learning gender-specific roles; secondly exercising them, which, for men, principally meant focusing on the Job as a career

and only partly on the family, and for women focusing on the family and, if at all, on a professional career only as a sideline; and thirdly survival after the working life). The basis of trade union organisation was largely the core of the working class in some of the main industries which were characterised by a similar milieu, similar traditions and a working-class consciousness common to all.

The old trade union paradigm unquestioningly adopted society's distinction of roles with workers on the one hand and, consumers, residents and citizens etc. on the other. This mechanism inevitably led to an indifference on the part of the trade unionists and the workers in the social effect ("externalities") of their work. At the same time this distinction in roles was a prerequisite for the specific life-styles and styles of working during the phase of full employment.

1.1.2. Trade union structures

The traditional paradigm is also reflected in the union structures. It is well known, and needs no detailed reference here that, within the framework of the European Community, remarkable differences in the structure of industrial relations can be identified. "Dual" representation structures - voluntary trade union representation and statutory workers' representation (as is the case in Germany or France) - co-exist with those based only on a single trade union pillar (as in the United Kingdom). In some countries, we find links between unions and political parties, or between unions and religious beliefs, while others take a "neutral" stance. In some cases unions recruit their members and demarcate their spheres of influence according to skills, in others according to industries or even without that demarcation line. Some unions have a decentralised character, other have strong head offices and confederations.

Despite these (and other) differences, however, trade unions in all European countries seem to share certain traditions which contribute to their present crisis. One is bureaucratisation. In one form or another, a sort of

"democratic centralism" developed. The leadership was equipped with extensive areas of competence, while the members distinguished themselves by their loyalty, and their readiness to follow, delegating their representational interests to the union officials. A trade union of full-time officials arose, which hardened through the decades and was similar to state bureaucracies, while administering union members' welfare. The particular pattern of union participation, as the organisational basis of trade union activity (in large enterprises in particular), was a minimum of involvement of the members and a maximum of decision-making by the officials. Most union members were passive and delegated their interests. Only a small group of members took an active part in union policy-making, most of them being either full-time or lay officials. The old generation of union officials usually climbed the professional ladder from being a youth representative to the position of a union negotiator, or from a simple shop steward or member of the works council to a full-time member of the same with paid leave, finally being employed by the union on a full-time basis. Usually they were prepared to serve the trade union movement their whole life long, and were willing to sacrifice themselves to the organisation. Their ability to act arose from routine; they knew the mechanisms that made the organisation function, the difficulties of representing the interests of the workers in the firm and the members' worries and needs. The loyalty of the members was the strength behind the unions. Loyal trade unionists, just like most people within an organisation, were characterised by a pattern of passive delegation in times of social harmony, and of activity in times of social conflict.

1.1.3. Trade union policies

With bureaucratic structures often went along what we call "legalism"; the trade unions accepted the system of parliamentary democracy as the only means to transform the system into a more just society. With legalism (although it was less widespread in countries

like the UK, with more voluntary rather than codified or statutory forms of regulation) trade unions got used to trusting in the continuity and the ability to function of the institutions of parliamentary democracy and to the binding of the representation of interests in and to the system of rights already attained; thus they tended to neglect those aims which were directing to changing society.

The traditional union idea of solidarity was based upon the illusion that workers in the same class situation have the same interests, which can only be accomplished collectively in face of the dominance of the capitalists. As long as comparable socio-economic conditions prevailed, existing differences between sub-groups within the union would be of no further consequence; different interests could be politicised and mobilised on the same lines as the locomotive model in wage negotiations - i.e. model deals which would gradually be extended to all staff groups. Traditional collective bargaining was conducted by the union officials, and the members remained mostly in the background. They were only then mobilised when there were difficulties in negotiations.

Three overlapping stages can be separately defined concerning work and health & safety regulation - traditionally an important trade union task. It was at first a question of the amount of working hours and an improvement in the health and safety at work. Participation in formulating industrial health and safety regulations was extended to the work force, as the burden of the individual employee obviously increased due to rationalisation in technology and work organisation. Finally new risks in production ensued from the increasing use of, amongst other, chemicals. Dangerous substances were produced, the risk from which are largely unknown. The large amount of risks, which are hardly perceptible or calculable, demanded an application of scientific knowledge and expertise on the part of representatives to deal with these problems. It was at the beginning of the seventies that ecology began to play a part on an international and national context. The trade union discussion largely still seems to be blocked by its ties to certain industrial sectors and active union members.

1.2. The erosion of the old paradigm

1.2.1. Upheavals of the system

Although with different dimensions and intensity, European trade union movements are similarly confronted with the fact of their increasing inability to cope, on the basis of their old mode of working, with newly emerging political and organisational problems. The reasons for the erosion of trade union power are many and varied - at the very least, they are both structural and socio-cultural. At the beginning of the seventies, trends extending throughout the whole world began to unfold and were accelerated due to the erosion of the Bretton Woods system and the end of American dominance of the world market, coupled with the pressure to initiate structural change in the economy and in technology and the collapse of the Soviet regime. Methods of production, consumer-behaviour and people's lifestyles tended towards relative similarity on a national and international level; on the other hand, they were, at the same time, different. National economies increasingly lifted boundaries and national economic policies became more and more ineffective. The onset of the computer age resulted in dramatic changes in employment and in the demands put on skills and on the organisation of labour in plants, firms and sectors. This was all owing to the increase in the speed in transferring information through electronic systems; to new ways of digitally transferring information; to new and complex systems of controlling, regulating, wiring and storing information; to an increase in the efficiency of control over methods of production by computers, to economising the use of capital by a more rapid flow of material, production without storage, and finally by new computer-integrated production ("just in time"). The wave of privatisation - nearly simultaneous in all EC-member states, with the Thatcherite reforms in the UK serving as "ice-breakers" - was going technological, economic, political, and cultural changes. Technological development has made the disconnection from centralised supply, such as energy and telecommu-

nications possible and favoured the rise of functionally equivalent traffic networks, which competed with those owned by the state. The sale of state share holdings in viable firms, a reduction in areas of responsibility and personnel, and the rationalisation of public administration to make it more effective, was a result of the growing deficits in the state budget. The traditional trade union paradigm of a society with full employment thus entered into a state of crisis. Conventional styles of working and living could no longer be taken as given. Those responsible for pollution were now victims of their own actions. The generally rising level of ecological damage is beginning to impair the quality of life and the basis of the hitherto undisputed model. Stable employment and rising income can only be maintained for and by an ever-shrinking proportion of the workforce.

2.2. Radical changes in workers' life world: social differentiation and individualisation

It is no secret that workers are becoming socially more differentiated. Nevertheless, the sociological point of reference of most trade unions remains the working class (i. e. the labour force) in the core industries, even though this notion is outdated in both theory and practice. The traditional "industrial heartlands" are in many cases dying; in those that survive, as elsewhere in the economy, the composition of the labour force is changing radically. Traditional occupations disappear, new ones emerge. For a long time, white-collar workers have been an economically and culturally strongly differentiated social stratum. In the majority of European countries today they are more numerous than blue-collar workers; and even more importantly, blue-collar workers themselves - above all younger ones - tend to be more and more like the white-collar workers, that is economically and culturally strongly differentiated. Cultural change in the wider society contributes to this differentiation.

The consequence is that there is a contradictory double trajectory : more and more social distance between different groups of employee,

but also convergence of this process of social differentiation, radical changes in individual lives as well as in the structures and institutions, which used to give individuals social cohesion, can be remarked upon. "Individualism" as a general trend forms the basis of these changes. Its effect is ambivalent. On the one hand, increasing individualism tends to destroy traditional family ties and social bonds such as class and milieu, and to result in individual isolation and the loss of direction. On the other hand, it offers new possibilities in individual self-determination and participation, and greater autonomy for the individual. It is thus a condition and cause of the erosion of the old trade union view of society and at the same time a condition and target of a further thrust in modernisation.

As a consequence of this process of social differentiation, radical changes in individual lives as well as in the structures and institutions, which used to give individuals social cohesion, can be remarked upon. "Individualism" as a general trend forms the basis of these changes. Its effect is ambivalent. On the one hand, increasing individualism tends to destroy traditional family ties and social bonds such as class and milieu, and to result in individual isolation and the loss of direction. On the other hand, it offers new possibilities in individual self-determination and participation, and greater autonomy for the individual. It is thus a condition and cause of the erosion of the old trade union view of society and at the same time a condition and target of a further thrust in modernisation.

The need for more self-determination on the one hand and the desire for more security on the other have arisen as a result of both the increasing efforts to attain more individual liberty, and continuing mass unemployment. It is true that there are vastly diverging welfare regimes within the EC, ranging from the Anglo-Saxon type of market-oriented basic protection to the Scandinavian social-democratic type of middle-class welfare ² What seems to be common to all, however, is that bureaucratic official routines within the welfare-state system tend to undermine independent ways of life; and furthermore that welfare protection is largely coupled to the standard employment relationship, which, for many, is non-existent, or no longer attainable. Workers in small firms are not covered by all the protective labour and social security provisions, and differences concerning the amount of pay, rights and collectively agreed standards are still to be found in the industrial branches. Finally, it is, for the most part, women who are excluded, since con-

(2) Cf. the comparative typology of G. Esping-Andersen, *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, 1990.

usual full-time (male) employment presupposes women to remain as housewives. The precept by the welfare state of a "correct" way to live, which is behind the approved and regulated structure of the standard employment relationship, is today no longer generally necessary in order to make people act in a socially responsible way. The radical changes in living environments are apparent in that life-styles are changing, that the relationship between the sexes and the generations is in transition, and that new divisions do arise between groups of workers, between the employed and the unemployed. Individual identity is no longer solely moulded by gainful employment and the work ethic, but rather results from a participation in social activities, from self-determined decisions shaping one's own life. The "standard life-story" is increasingly losing its basis : the separation of the three phases. Post-adolescence and lifelong learning prolong youth throughout the whole life. The relationships between the sexes and the generations are losing their power of influence at least in the second half of adulthood. Treating age as something to be cast aside, or using it as a mere object of labour market policy hardly makes any sense and is becoming even more difficult to legitimise. Women recognise and articulate both their under-representation in all public areas and the male domination of those social structures where decisions are made. The trend to individualism has led to the elimination of the rest of a "working-class culture" (in the sense of a collectively shared destiny and self interpretation): e.g. of traditional forms of association and community (sport, housing, culture, education, politics etc.) within the workers' movement. "Classical" institutions conveying "sense" (i.e. collectively shared values, images and interpretations etc.), such as the church or family, have lost their effective impact.

1.2.3. Changing trade union structures and trade union policies

The rudiments of the trade unions' organisational structure have changed deci-

sively. Skill, sector, and political or religious convictions are no longer the unquestionable starting-point for union organisation. In addition, the rank and file of the trade unions has changed, as workers are economically specialised and culturally diverse. Older industrial branches and careers are dying, whilst in the meantime white-collared workers are by far more numerous than blue-collared workers. Totally new job outlines are arising in the service and computer industries. More and more young people choose to study, instead of choosing the alternative vocational training. Against that, the old trade union organisational structure remains as it is, whereas the gulf between it and the current economic and employment structure, and thus the new demands and expectations of the modern employee, is growing wider. The need for reform, which arose, not only from criticism within the union that wage policy in the seventies, aiming for stability and economic growth, were too narrowly functional, but also from crises, manifested by long-standing representative policies, was not dealt with, or only dealt with halfheartedly. The pattern of trade union activity, which traditionally concentrates on large companies, has been shattered by the growing amount of members who can no longer be reached (owing to unemployment, early retirement, pension, or homeworkers, employees in small firms etc.). A drop in active participation and loyalty can be seen which can be traced back to social differentiation and individualism, and which means that the unions can resort less and less to a collective outlook built on tradition and labour association.

The collapse of communism meant, for some union officials, the last stage in the loss of a Utopia for the unions, which was, in fact, seen to be coming for some time. The unions no longer have a general function of providing a "political and social vision" of the world or for giving life a "meaning". This has resulted in an increasing insecurity as to the role of the trade unions in organising the class struggle, in actively structuring society and as a service organisation. Because of the loss of a vision of a social order based on socialism liberated

from the opposition between capital and labour, the concept of trade union "legalism" loses its critical meaning completely. Trade unions, like all other institutions and organisations in society, need to follow their specific interests within the scope of the given system of legality.

The trade union model of worker participation is increasingly subject to the pressure of modernisation. The largely reactive structure of trade union activity and the qualifications of employees' representatives in both plants and firms no longer correspond to what is needed to deal with a crisis; this makes the need for fat-sighted trade union policies concerning the development of industries, regions and national economies obvious.

The socio-cultural change accompanied by a thrust in individualism and is leading to a disintegration in the social basis of trade union solidarity. Nowadays, we talk about a pluralist class society with a large number of divergent sub-groups, whose socioeconomic situation has become so diversified that their living conditions can hardly be compared. The traditional working class milieu is continually decreasing and thus the socio-cultural basis of the unions organisation is getting smaller, since they have not succeeded in establishing themselves in the new social environments.

A continuous process of alienation is therefore taking place among the members of their organisation. Economic interests were, for a long time, a central means of forming a collective identity and behaviour among the workforce. In the face of the environmental crisis, the increase in material wealth has, however, lost a lot of its power of persuasion. Many employees may still be mainly interested in a pay rise; however, potential trade unionists share interests which are much more complex, ranging from the emphasis on the quality of life to a reduction in working hours, or to an ecological interest in maintaining basic life structures and collective goods.

Taking health protection as an example, it is becoming even more obvious that its scope is limited. Certain chronic diseases and their symptoms are constantly increasing, and the effectiveness of a fragmented medical profes-

sion, which is focusing on traumatic illnesses, and-curative-instead of preventive medical nursing, is on the decline. There is a huge deficit for those concerned, regarding information on risks and measures to avoid them. A change based on prevention has only had limited success. Policies of personnel selection and exclusion are still dominant, and health and security measures are subject to demands to cut costs in times of economic difficulty.

Since the end of the eighties, some trade unions - perhaps to a greater extent and earlier in Germany than in other EC countries³ - have become more ecologically aware than before by developing independent environmental expertise and concepts which are directed towards an ecologically viable company policy. Now, a new direction could be as follows: ecologically justifiable methods of production and products collectively negotiated and agreed upon with the employees representatives, works council and the unions; "environmental collective agreements" at plant as well as branch level; and an ecological wage policy. However, the conflict between environmental protection and job protection, where this conflict is inevitable, is, as was always the case, settled in favour of jobs.

The traditional role and behaviour of full-time union officials is getting into difficulties. More and more new and complex problems are arising. Unconventional problems demand unconventional answers, and new members do not fit into the conventional picture of a trade unionist. In Germany, for example, younger male and, increasingly, female trade union officials increasingly come into office through the "side door" - i.e. they combine the "slog and sweat" with a higher learning in university or university-linked institutes. At least they have some knowledge about possible academically enhanced professional options, which, if the need should arise, can be mobilised. They thus subjectively make themselves aware of the alternatives to spending their whole life as a trade union official. This independence j will, in turn, promote their scepticism towards established trade union V patterns of behaviour, and will favour the permanent ability to learn and be innovative.

(3) C.f. the comparative analysis of E. Hildebrandt and E. Schmidt, *Industrial relations and environmental protection in Europe*, European Foundation for the improvement of living and working conditions, Luxembourg 1994.

1.3. Possible scenarios

In the following passage, we shall consider the question of how far the crade unions will have to adapt themselves in order to cope with the pending modernisation. Using the following four fields system changes; changes in the life environment; trade union structure; and trade union policies - we will indicate some possibly directions, negative as well as positive, this modernisation could follow.

1.3.1. Europe: solely a European free trade area or a social area

The European Union and its member states are in a phase of radical change, the dimensions and consequences of which are only gradually being revealed. Geo-political reorganisation, new forms of migraci3n, the radical changes in technology, regional and industrial crises, the socioeconomic as well as the demographic development, which have all contributed to these changes - these cannot all be described here, but rather must be presupposed. There are various possibilities, which an expanding Europe and its member states could follow; a double polarisation is not inconceivable. Just as a process of fragmentation of chances and risks can be perceived within all member states, in the form of a two-thirds society, so can a drop in wealth arise between them, which will create irreconcilable differences. Europe, deregulated, expanded and at the same time trimmed to a mere economic free market area (EFTAisation), would produce only a few winners, but leave innumerable losers behind. It would lead to structural inequalities in the process of European integration ("L'Europe 3 deux vitesses"). This scenario would be far, far removed from a social Europe, one which has an impact on the whole of life and is experienced as such by its citizens.

However, in order to be "future-proof, trade unions have a vital interest in a social Europe. Their scenario would be one of a Europe, which not only permits but encourages whole-life relationships between the inhabitants

of different states; which works towards a reduction in regional and social inequalities; and which aims at a high standard of social cohesion by means of strategies of integration. Such a scenario excludes non-interventionism, but rather it requires the member-states and the European Union authorities to play a proactive role in such areas as labour market and employment policies; welfare policies; general education and vocational training policies; research and technology policies; and development policies, as well as cultural and regional co-operation.

1.3.2. Unhindered growth or an ecological life-style?

The coincidence of economic, social and ecological crises gives rise to the need to reorganise life-styles and ways of working. In this case it is possible to describe two possible developments. One programme - ecological modernisation - is laying stress on an increase of employment by means of continuing growth (which is probably an illusion with respect to the well-known phenomenon of jobless growth) and on ecology sewing as a new market. The corresponding vision to that would mean shorter working hours and a reduction in income for those who earn a good wage, combined with an ecological way of living, with less consumerism and more environmental consciousness. This new way of life demands, however, a high standard of initiative on one's own and a long process of individual reorientation. A guaranteed minimum income would be a prerequisite and a social infrastructure would have to be available, which fosters ecological behaviour. A fundamental reorientation of trade union visions and strategies would be necessary in order to reduce the possible danger that employees will try to compensate loss in income by working on the side, or through cheap consumption and by evading additional environmental costs. This all requires a new vision of selfdetermined professionalism and strategies to develop a new system of further and adult education together.

The decentralisation of the welfare state, which has become socially necessary, could take at least two directions. One concept is to give the market more liberty and to take into consideration more individualism, therefore reducing security and welfare state benefits. The principle of the welfare state would be adapted to the needs of the capitalist sector, which is structured along private, economic lines. If the costs exceed the profitability of the invested capital, then the social benefits will have to be limited. Self-help is usually loaded onto the shoulders of the family - i.e. the principle of "subsidiarity". A possible positive scenario would be one which leads the way out of the diametrical opposition between professional help furnished by the welfare state on the one hand, or self-help practised by individuals and families on the other hand. A profusion of new initiatives in community self-help (self-help for the ill or elderly, health centres etc.) has unfolded under the motto "welfare society" instead of "welfare state". This intermediary field would be supported by an infrastructure, which facilitates self-help, such as welfare and community centres. The realisation of potential help outside the bosom of the family can be mobilised in a concrete interaction by constructing networks, which begin in the family, and spread via neighbourhood groups and self-help groups, right across to networked initiatives.

1.3.4. Civil rights in employment or a "round-the-clock-society"?

The paradigm of the standard employment relationship characterised by order and obedience could be replaced by a discursive social relationship within the company, which lays stress on discussion and negotiation between equals. At work, employees would be guaranteed the individual status of a citizen, which they enjoy in the political arena, and to certain extent, as a participant in the market economy, but which is withheld from them in the social relationship within the plant. The status of workplace citizenship offers the great-

est possible room for manoeuvre for self-determined and responsible decisions of the employee, and at the same time takes the actual diversity of employees' situations into account. It furnishes options, which, while providing for social and job protection, enable the employee finally to opt not only for their job-related, but also for their extrajob societal preferences. Dependent employees would no longer solely be committed to their interests as workers, but rather they can, as employed citizens, take into account their societal interests. Employees' representatives, shop stewards, works council members can be thought of as advocates for the community, as an alternative to the channel of a citizen in the firm. Employees delegate their interests and problems to them, as time has become a scarce commodity.

The alternative negative scenario would be, on the other hand, a segmentation and division of the employees, more often than not at the expense of female employees. Some groups of employees would be relatively well protected and could even expect social progress by means of new production concepts such as lean production. Others, however, would remain cut off from legal and trade union protective measures and would be degraded to a mass which would be at the firm's disposal and which would have to function according to the flexible strategies in the firm. One group would be sovereign over their own working and leisure time; the other would have to exist according to the — rules — of

the "round-the-clock-society". Such a division, which widely exists today, would, in the long term, put the understanding necessary for union solidarity in an intolerable position.

An analogous argument holds for trade union officials' views on patterns of work, in how far their own activities have already put the "round-the-clock-society" into effect. They often try to dismiss demands to modify conventional life-styles and work styles and restrictive time regimes, or even react with fright when confronted with such demands. A life-style with an integrated change from speed to stability, from activity to leisure must take the place of a "round-the-clock" commitment, as initial stages show. Rapid change requires stability in order to be bearable and productively organ-

shed. The trade unions have to oppose - outside and inside their organisation the excesses of capitalist production, and destruction of time with measure for more human patterns of spending time.

1.3.5. Individualism - Increasing isolation or new solidarity and integration

Individualism can result in isolation or indeed a retreat into the private sphere. In the face of diverse situations, not all principles of equality would be applied, and community and solidarity can no longer be put into practice, apart from in small groups; trade unions would deteriorate into lobbies for certain relatively well-protected income groups. On the other hand, however, a growing need to belong to a community and for social orientation could follow ever-increasing individual isolation. The unions could approach this need by attempting to do justice to the individual human processes instead of always giving an answer. The slow erosion of the link between identity and paid work could be accompanied by opting for a redistribution of work, linked with basic income support during employment downturns or periods with a voluntary exit from employment. Thus other and new forms of social integration, as well as new forms of solidarity with new contents could be found.

The crisis in the precarious relationship between the generations could worsen: The delay in entering the adult world is much longer for today's youth than before, and the elderly are being removed from it much earlier than before. The remaining standard world is reduced by an even more rigid process of selection according to sex, race and performance. The alternative to this would be to develop individual employment options according to particular situations or particular phases in a person's life, or indeed a complete reconstruction of the relationships between labour, community activity and non-labour. The unions could emphasise these demands on the welfare state.

Because of continuing mass unemployment, women can be once again committed to remain at home and look after the children and

household, and this is leading to an increase in their social isolation. A counterbalance would be systematically to integrate female interests into trade union policy as well as a temporary mandatory agreement regulating parity for women in employment and in the political arena ("quota-system"), and a political mandate for women's union conferences. Women's offensives in the unions could be a part of the process in trade union modernisation, which could set an example in how to change the relationship between the sexes for the rest of society.

1.3.6. Europeanisation and decentralisation, service industries and discursive organisation

Modernisation demands an appropriate understanding of the outlined changes within the system and life as a whole from the unions and that unions learn something from them as well. They are faced with two demands: on the one hand, they have to pursue their programme of modernisation by means of internationalisation (Europeanisation first of all) in their organisational structures and representation of interests. Thus, they can not only close the gap between supranational economic areas and representation of the national interest, but also the gap between the good will of the ETUC officials and the persistence of individual national unions.

On the other hand, they will have to decentralise their organisational structures and thus close the gap between their highly centralised organisational structures and the lifestyles and needs of their current and potential members. On the positive side, trade union representation will at the same time be both internationalised and decentralised. Unions could thus make up for lost time in their modernisation by dismantling barricades in the national mentality. On the negative side, they could hardly halt their decline.

The unions in public service are obliged (that is, of course, if they have not completely disappeared due to trends in privatisation) to take an active role in the process of reorganising public administration. Within their collective bargaining policies, they would have to grant

more - space - of view. Concerning societal performance, efficiency and competitiveness, instead of a mere orientation towards criteria of vocational training and status.

The reform of German trade union structures has hitherto been merely a trend towards economising. However, within a positive scenario, European trade unions could become discursive organisations, composed of communicative forums, in which the subjective needs of those concerned are developed and combined with issues of general interest. This would have, as a prerequisite, a huge change in the role and self image of union officials. The communicative function of moderators would replace their traditional administrative role. That this would imply a demand for an adaptation in the organisation of the trade union officials' life-styles, has been stated earlier.

It is, however, a matter of conjecture, whether the "moderator model" as mentioned is rendered impossible due to employees alleged apathy, unwillingness to take part in discussion and an increase in the need for leisure. The decline in nearly all European trade unions' membership figures and of the amount of participation within this membership indicate a negative scenario, in which the unions are solely small lobbies for those lucky few with jobs, as is broadly the case widely in the USA. The modernisation of trade union structures could consist of a union's maintaining and improving itself as an organisation, which has the primary aim of representing dependent employees' interests, as well as maintaining and improving its competence in wages policy, industrial and branch policy, and which radically enlarges direct participation in these areas of trade union policy. At the same time, the power of shop floor representatives has to be improved, since there is an absolute need for a competent policy of representation in addition to the need for direct participation.

Key-words for modernised trade union would furthermore be: the member as sovereign; less bureaucracy and a decentralisation of internal trade union power; and more efficiency by means of the trade union being a customer-friendly service enterprise. Another option, though not necessarily an alternative one, em-

phasises the need for the trade unions to open themselves up to the new social movements and consolidate themselves as discursive organisations. Even fewer trade union members will feel their interests and problems are being represented by their unions if the unions do not take their members increasing social differentiation into account by mediating the diverging interests through discussion. A union which is truly modernised will have to offer its members and non-members multiple and varying models of participation such as plant team-work, work within the housing areas, and project-oriented work. Small and medium-sized businesses could be used as workshops for future experiments, in which new connections between direct participation and institutionalised participation could be put to the test.

1.3.7. Participation and the new solidarity

Individuals have more and more to cope by themselves with how to find a whole-life direction, a "sense" of life, after the secularisation of religious as well as political visions. All the more, the old union visions of changing the system are no longer of interest. It is now a question of strengthening non-transcendent "internal" directions and visions. The unions could, along with other groups which watch society critically such as women groups, environmental and human rights groups, create a specific culture, which facilitates the individuals' quest for orientation and sense, by making an offer of a new communicative culture.

If unions regress towards guild-like organisations to defend and maintain what particular groups of workers have attained in their professions and industries, they will be expected to deal instrumentally with the legal system. Attempts to extend the legal scope for action would be seen as an expression of action based on self-interest. On the other hand, if the unions combine their policy of pursuing interests with general socio-political aims of the society and take up contact with the changes taking place in the subjects' moral orientations, then their actions could regain a specific political and moral legitimacy. This could unfurl into a vision of a

"citizens' union in a civil society", which is directed toward new definitions of postulates of equality and liberty which are historically possible and necessary, and toward a vision of solidarity, which is extended to ecology.

Two alternative models for future union participation are foreseeable at the moment: institutionalised participation at company as well as on establishment level, could remain a matter for officials and will be concentrated on defending what has already been achieved. The core of the trade union concept would remain, centred on company participation supplemented by demands for workplace participation; this however, would not necessarily change anything in the representative model. As opposed to this scenario, a modernised model of participation could be understood - as oriented towards self-determination with respect to the employees themselves. The workforce and those representing their interests would be made sensitive to themes such as structural and regional policies, industry policies and ecological risks and, in keeping with the trend, would participate in all industrial issues and would take part in making decisions.

In the fields of health and safety precautions, ecology, labour migration and culture, modernisation could evolve as follows: Health committees - to take an advanced example of Germany - have developed concepts in health and safety regulations, which suppress delegation to experts in favour of participation of those concerned and seek co-operation between the initiatives at the workplace and the external representatives. Two alternative scenarios can be developed for trade union environmental policy. One could be that the crisis has the effect that action only takes place in response to massive adverse effects on health and safety precautions; the unions would only be interested in specific industrial problems, and would subordinate industry policy to enterprise strategies. From a more positive point of view, a development towards an environmental policy is conceivable, which entails participation inside and outside the firm aiming for a medium-term to long-term ecological reconstruction of production. There would be an ecological partnership with the enterprise management, albeit

one which is based on (potential) conflict. Environmental criteria would be integrated in other traditional areas of union policy.

European trade unions, churches, political parties and civil rights movements have to consider, how, in the long-term, a broader social agreement in favour of an attested status of social citizenship, of civil rights and obligations and of rights of participation for all those living in the European Union can be brought about. An ethic of "dividing" and "sharing", apart from merely protecting what has already been attained, would be necessary. Common sense, and rules of co-existence must be acquired by a minimum amount of discursive communication among varying interest groups and ethnic groups.

Within the new trade union paradigm the commonly shared interests are the product of discourse. Solidarity will henceforth be understood as equality under conditions of accepted difference, as one between strangers, between groups whose interests, although different from each other, can be better realised by acting together (in solidarity) rather than acting individually (in isolation). The trade union which is modernised on this basis can develop a "future-proof offer both for its members, and to show the way for the society to follow - "future-proof in the sense of capable of having and shaping a future. The union can create a public forum beyond formalised organisational structures, in which members can articulate and safeguard their position relative to their environment and their complex needs, and decisions can be made by the organisation, on this basis. Trade union policy and trade union structures would thus be in line with each other and with a newly understood solidarity between unequals.

II The modernisation of trade unions in Europe from the point of view of experts

Whereas the preceding portrayal, seen against the background of German experiences and findings, basically dealt with the need for

trade unions to modernise, the results which were recorded in chapter one are now to be confronted with experiences from other European countries based upon a survey of experts from six European countries. The experts from the Netherlands, Sweden, Denmark, Great Britain, France and Spain were consulted on fields such as labour, trade union interest, trade union structures, "new employees", the relationship between the sexes, the relationship between the generations, wages and salary policies, the trade union process of transformation and attitudes towards the State and government. It would be impossible to offer a comprehensive description on the situation of the trade unions in the six countries. Our survey does not attempt to make a claim to be complete but simply offers judgements and appraisals. The fact that some points in the discussion were not dealt with by the experts, has many possible explanations: Should an expert not have made any statements to the relationship between the sexes, this does not necessarily have to mean that this problem is non-existent in the trade union discussion in his/her country or indeed, is neglected, it could simply mean that the expert did not think it was worth mentioning.

It was planned to include a female expert from Italy in the survey, unfortunately she had to cancel due to illness. In this case, the German participants in the conference drew from their knowledge on Italian trade unions and gave details on trade union structures and the process of transformation within the trade unions.

2.1 The Change in the concept of work

Paid employment is not inevitably seen as being socially useful and other fields of labour which have not found any social recognition up to now, such as household labour, labour within the family or in social areas are increasingly gaining in importance. How is the social development received - in the trade unions in the six countries?

Just as in Germany a new concept of labour seems to be developing in France and in the Netherlands. According to the French

expert the relationship between identity and labour is undergoing a new discussion in his country. Labour is no longer considered as only being the source of income but is also seen as a method of active integration into society which is what it previously was, however this argument is now experiencing a reflective turn. In the Netherlands the demand for a basic income is derived from the recognition that labour cannot be compared with paid employment. This new concept of labour is, however, far from being capable of reaching agreement and taking the place of the old concept. The French expert pointed out that the CGT, one of the three biggest French union federations, still put its trust in growth and qualification. The discussion on a new concept of labour was broken off in a very authoritarian manner in the Netherlands, and further the Dutch author asked to consider that the range of problems were taken off the agenda due to a collapse in the economy. Whereas the Swedish and the Spanish expert did not make any statements on this particular point, wage labour, growth and qualification still seem to be in the middle of trade union policy in Great Britain and Denmark.

2.2 Towards a new understanding of trade union interests

A reorientation in the interests of the employed labour force can be recorded which is distancing itself from the pure economic interest of maintaining assets and approaching interests which exceed this, such as the quality of life, a cut in working hours and preserving the ecological foundations of mankind's existence. In the face of growing environmental problems, trade union policies which are only interested in increasing material wealth are advocated even less and less. Which interests have been formulated by the trade unions in the countries represented here?

According to the experts from not only Great Britain but also Denmark, Spain and France, the interests of trade unions and employees are focused on -wages, jobs, working conditions, health and safety standards at work and job security. A discussion on environmental

protection is, in Great Britain and Denmark, only to be found, in need be, in the sense of clean technology and health and safety standards at work. The Danish trade union headquarters can be observed to be orientating themselves towards the environment which is our collective heritage, whilst on the member level only an interest in environmental protection in the sense of health and safety at work can be seen.

Trade union interests in those countries represented here seem to be limited to questions of wages and jobs in accordance with the old model. Social cost as increasingly caused by paid employment, do not come into their field of vision.

2.3 Changes within trade union structures

The internationalisation and the simultaneous decentralisation of trade union structures are formulated as the need for modernisation in order to break down national barricades on the one hand and to give internal trade union democratisation a push on the other hand.

On the one hand changes were mentioned by the experts which were brought along externally to the trade unions and on the other hand desirable internal changes which the trade unions were actively subjected to in order to get the modernisation going. The experts mentioned the reorganisation of trade union structures as a pure reaction to restructuring on the part of the employers (as in Denmark) or as new organisational forms due to a changed industrial sector (as in the Netherlands) - both changes which the trade unions were passively subjected to. In Great Britain, a process of internal trade union democratisation was paradoxically put under way due to pressure from the conservative government. It legally forced a ballot on the vote of full-time union officials which promoted direct participation within the trade unions. All the experts complained that trade union structures (which were described as being essentially centralistic and not offering enough possibilities of participation for union members) prevented a reform process from

within. Concurrence was observed in the need for an internationalisation and a decentralisation of trade union structures as well as an increase in the possibilities for participation. In addition the Spanish expert demanded an opening out towards other organisations in society. The Swedish expert described the structural changes which are taking place within the Swedish trade unions as decentralisation and as a change in trade union balance changes which he did not necessarily seem to assess positively. Sweden has special position due to its policy of peaceful cooperation (samförstånd) between labour and capital, the so-called "solidaric" wages policy in the 70s and the fact that 80% of dependant employees are affiliated to trade union organisations. The 1980s tendency to decentralise therefore seems to present a threat to the formerly efficient structure of Swedish trade unions. In France, where the unions are on the one hand firmly integrated into important economic, social and political bodies in which they can participate in making the decisions on working and living conditions of dependant employees and where on the other hand the level of organised membership is extremely low, the most pressing task is to raise the number of members in the unions in order to avoid political blackmail.

2.4 New employees find their attitudes towards trade unions and vice versa

In this section a look was taken at well qualified within collar employees in service and information industries and at employees who are in employment in precarious marginal areas of the labour market.

The Spanish and French experts emphasised the difficulty of organising these two groups since it is difficult to get into contact with them in the companies. At the same time the unions' lack of activity in integrating these two groups of employees has been confirmed. However, the Swedish expert did mention that in the past there were more urgent problems to solve - such as the question of wage development and more recently the range of problems concerned with the environment and with

women's rights have gained in importance. In Great Britain the unions seem to give a lot of attention to new employees and have created membership incentives in the form of financial services, legal aid, safety at work and an improvement in income and working conditions. The fact that all this attention has not led to a rise in membership has more to do with a lack of union representation in the companies than with a lack of interest on the part of the new employees. There is a large number of new employees in the Danish trade unions as not only qualified employees but also employees in precarious positions are threatened by unemployment. Since the unemployment insurance is administered by the trade unions there is a big incentive to get organised in a trade union.

2.5 The changing relationship between the sexes and the generations

On the one hand the changing relationship between the sexes is understood as being the disproportionate female representation in all areas of society, including trade unions, on the other hand it is understood as being the new distribution of roles between the sexes, which means that the man is not necessarily the principle wage earner and the woman is not just housewife or mother.

Only the first point was put into the centre of the discussion: Are women adequately represented in trade unions and are explicitly female topics dealt with? All the experts, apart from the French one, acknowledged that there is an increasing number of women who take part in trade union activities. However, it was conceded that topics which are expressly female ones are more the exception than the rule (Britain), that women are disproportionately represented in leading positions in the unions and are excluded from the process of forming trade union opinions and policies (France), and that male values still dominate, as was always the case (Sweden). The British expert presented positive forecasts for the future. In Great Britain there is an increasing number of female shop-stewards which, according to the expert opinions, should lead, sooner or later, to a high-

er percentage of women in leading positions within the trade unions. The large influence which women wield on trade union policies was certified by the Dutch expert. There are female trade unions in the Netherlands and in Denmark.

The changing relationship between the generations has also influenced the trade unions. There is a substantial growth in pensioners' union membership which has more or less compensated for trade union membership losses in the companies. In general the unions are perplexed by the problem of how they can look after the rising number of pensioners and those in unemployment. This topic has only been tackled with hesitation in the trade union discussion. The Spanish and British experts mentioned that it is above all younger people who are not unionised. The French expert also criticised the fact that trade unions participate in those processes which exclude elder people from the labour market before reaching the official age of retirement in order to achieve a reduction in the relative amount of unemployment for the remaining working population. He demanded a redistribution in the activities between the generations.

2.6 New forms-and contents in wages and salary policy

A clear tendency towards decentralisation in the field of wages and salary policy was acknowledged in all six countries which, however, does lead to different results in the individual countries. Due to the tendencies towards decentralisation the Spanish trade unions were urged to take a more active role in society from which stemmed their deep embedding in the civil society. Due to the Auroux Law from 1952 which amongst others conceded company employees the right to yearly negotiations on wages and working hours, the decentralisation of wages and salary negotiations has, in France, led to an increase in participation and to the introduction of new elements into the wages and salary policy such as the model for the reduction in working hours in order to prevent unemployment. The decentralisation of negoti-

actions in Sweden since the beginning of the 1990s has also led to an increase in participation which has essentially been supported by a system of shop-stewards. On the contrary decentralisation in Great Britain, Denmark and in the Netherlands means deregulation and fragmentation.

2.7 The experts' recommendations for modernising the trade unions in Europe

Within the hearing, the experts were asked for their opinion as to how the trade unions will have to change in order to be able to absorb, process and transpose the present and future need for changes.

The British colleague saw above all a need for reform in trade union structures. On a national level he pleaded for unity among the individual trade unions and greater independence from the Labour Party in trade union matters as a central means for trade union modernisation. As far as the relationship between a centralised and decentralised level is concerned, the national level should serve as a service for the decentralised level in areas such as vocational training, health and safety standards at work and wages and salary negotiations. On the European level he saw the narrow ties between national trade union federations and European structures as a further indispensable prerequisites for a modernisation of the trade unions. He pleaded for more participation as a means of democratising trade union structures: Members' interests must become more transparent which, according to his opinion, could be realised through means of a ballot thus bringing trade union officials nearer to the scene of action.

The Dutch expert's demands for more democratic trade union structures went along similar lines. However, democratisation could be carried out first and foremost by means of a discourse and by the necessary dismantling of power structures within the unions, and by the corresponding distribution of competences and knowledge within the union. Trade union officials must cope with all the requirements for modernisation by becoming more professional. Furthermore, the Dutch author pleaded for a

redefinition of trade union policies, especially those concerning new concepts on labour, civil rights and solidarity: The definition of labour should have a broader meaning, civil rights should go beyond the formal civil status and finally solidarity should be revised as being solidarity amongst diversity.

More participation and a new concept of solidarity which not orientated towards the market economy is a condition for the Danish author for trade union modernisation as well. He mentioned marginalisation and unemployment as one of the main challenges for the trade unions which they should find political solutions for, such as job-sharing, reducing working hours and strategies for integrating citizens into society.

The Spanish expert highlighted three problem areas which the trade unions will have to overcome on their way towards modernisation. Just like the Danish expert, he sees the enormous gap between those who are marginalised and those in a qualified position as one of the most important tasks which have to be coped with. He suggested that primarily policies should be made which secure and create employment for those in precarious employment situations. Above all, the unions should act as a service. The unions must offer qualified employees a new concept of solidarity and achievement. Furthermore the concept of labour and consumption has to open out to questions concerning the protection of the environment and redistribution of labour. Finally he pleaded for more trade union openness to other organisations within the civil society and for a Europeanisation or rather internationalisation of trade union structures and their mentality.

The French expert, just like the Dutch, highlighted the redefinition of trade union policy: Trade unions should develop new ideals for society and above all they should redefine the concept of labour. The new trade union concept of labour must be able to come to terms with the people's needs, not just within an employment situation. A redistribution of labour has to take place in society, between the sexes, between the generations and within the biography of each and everyone. Just like many of the

speakers before him he pleaded for unity among the trade unions and a redefinition of the trade unions' relationship to the political parties.

The Swedish author, in his statement, concentrated on suggestions for a redistribution of information in society. A renewal in the distribution and flow of information is more than necessary. At work, trade unions should be able to have access to internal company information and finally they should question the employers' right to their dominance and leadership in making opinions in information and technology.

It seems that despite differences in set-

ting their priorities, the most important demands from the experts for modernising the trade unions can be summarised in the five following points:

- Unity among the individual national trade unions,
- Démocratisation of trade union structures,
- Development of concepts which counteract splits caused by the employers,
- New concepts of labour and solidarity,
- Trade unions policies independant of party policies.

(to be continued)

L'Europe sociale a rencontré l'Europe citoyenne

Les 28, 29 et 30 mars 1996

feront dare dans l'histoire de la politique sociale européenne.

C'est en cette franchise que près de deux mille personnes venues de tous les Etats membres de l'Union européenne et représentant les organisations non gouvernementales, les syndicats ouvriers et les organisations patronales ont débattu de l'avenir de la politique sociale, dans le cadre d'un forum qui s'est tenu durant ces trois jours à Bruxelles.

C'est sur les chapeaux de roue que la conférence intergouvernementale sur la révision du traité de Maastricht a commencé ses travaux, le 29 mars, à Turin, en accordant la priorité aux questions sociales et à l'emploi.

Et c'est lors d'une session que l'on peut qualifier d'historique que le Conseil de ministres des Affaires sociales et du Travail de l'Union européenne, réuni le 29 mars à Bruxelles, a décidé d'entériner la première convention collective jamais signée par les syndicats et le patronat au niveau européen, sur le droit à un congé parental. Le Conseil a même fait coup double en réussissant à dégager un accord sur un projet de directive concernant le détachement, par une société, de ses travailleurs d'un Etat membre à un autre.

Nous reviendrons sur ces deux accords ainsi que sur la conférence intergouvernementale dans une prochaine édition d'Europe sociale magazine.

Pour l'heure, nous voulons vous donner un aperçu de ce qui s'est dit et de ce qui s'est passé au forum, en attendant le compte rendu complet et officiel que la Commission publiera dans les semaines à venir, en lien avec la fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail.

Quatre angles d'attaque

Quatre angles d'attaque étaient offerts aux participants pour débattre de l'avenir de la politique sociale : l'égalité des débats, l'emploi, la protection sociale et l'avenir de la vie professionnelle.

Comme source d'inspiration, ils avaient à leur disposition un rapport général produit par un comité des sages mis en place par la Commission quelques mois auparavant, présidé par Maria de Lourdes Pintasilgo, ancien Premier ministre du Portugal, et un rapport portant sur chacun des thèmes indiqués ci-dessus.

En plus de ces supports écrits, les participants ont eu droit à un exposé multimédia de Hugues de Jouvenel, délégué général de Futuribles International, une association d'études pluridisciplinaires et prospectives sur l'impact des changements sociaux, économiques et culturels sur la politique sociale.

Dernier stimulant avant le travail en sessions parallèles : l'intervention de Jacques Santer, président de la Commission européenne, en route pour Turin où il devait rejoindre les chefs d'Etat ou de gouvernement pour l'ouverture de la négociation sur la révision du traité de Maastricht - la fameuse «conférence intergouvernementale»

L'Europe sociale en action

Tout au long du forum, les participants ont pu faire davantage connaissance en parcourant les allées d'une exposition où ONG, syndicats et organisations patronales ont présenté leurs réalisations concrètes, véritable «salon de l'Europe sociale en action.»

De l'avis général, les sessions parallèles ont donné lieu à d'authentiques échanges, même si le temps de parole de chacun était

limité du fait du grand nombre de participants.

Preuve que les conclusions du forum n'étaient en rien «préfabriquées», les personnes chargées de faire la synthèse des débats ont travaillé tard dans la nuit du vendredi 29 au samedi 30 mars pour préparer leurs interventions, et la salle était pleine à craquer, le samedi matin, pour la session plénière finale.

Réagissant à chaud aux comptes rendus des rapporteurs, quatre personnalités — Mateldi Grassi, secrétaire d'Etat italienne, Soscha Gräfin zu Eulenberg, vice-présidente de la Croix-Rouge allemande, Percy Barnevik, PDG de la société d'ingénierie électrique ABB (Asea Brown Boveri Limited) et Ieke Van den Burg, de la Fédération des syndicats néerlandais FNV - ont tenté de dégager des leçons du forum et d'éclairer l'avenir.

Et maintenant

Quant à la Commission européenne, elle avait de quoi se réjouir. A l'évidence, les participants au forum s'étaient appropriés l'événement et étaient demandeurs d'une suite : un autre forum, certes, qui pourrait avoir lieu après la conférence intergouvernementale, comme l'a indiqué le commissaire Flynn dans son discours de clôture; mais surtout un dialogue plus approfondi, plus permanent et structuré, sur le modèle du dialogue social entre la Commission, les syndicats ouvriers et les organisations patronales, dialogue qui arrive aujourd'hui à maturité après une relance opérée par Jacques Delors en 1985.

Ainsi s'achevaient ces trois journées, qui, pour quiconque suit les efforts acharnés entrepris par la Commission européenne depuis au moins vingt-cinq ans pour impul-

une politique sociale européenne digne de ce nom, sont à marquer d'une pierre blanche.

Compte rendu complet (et gratuit!) du forum, y compris les

conclusions, le rapport sur le forum européen de la politique sociale au:
*Centre de documentation de la DG V,
rue Joseph II 27 bureau 1/071 B-
1040 Bruxelles*

Tél. (+ 32-2) 29 53 32 2 / 49
88/6993
Fax (+32-2) 296 23 93

(Europe sociale, juillet 1996)

New thinking needed to appreciate the new Commonwealth

"The Commonwealth is acquiring a new significance in a rapidly transforming world and ... United Kingdom policy-makers should bring this major change to the forefront of their thinking." That is the conclusion of a new report issued by the Foreign Affairs Committee of the British House of Commons

Entitled 'The future role of the Commonwealth', the report was prepared by the 11 MPs who form the House of Commons Foreign Affairs Select Committee. It recommends that the British Government adopt "a whole new strategy to reinforce bilateral Commonwealth ties, to sustain the overall Commonwealth organisation and to deploy the advantages which Commonwealth membership gives us far more systematically..."

The Commonwealth of today, the MPs suggest, is "something quite new and not fully

appreciated". They note among the association's interests and ambitions an increased emphasis on the promotion of democracy, good governance and human rights, and they believe that "the role of the Commonwealth in helping to ensure that elections are free and fair is particularly valuable and should be developed further." The formation of a Commonwealth Association of Election Administrators is one of several ways they suggest to achieve this.

The argument that human rights are solely an internal matter for individual countries is viewed as unsustainable by the PMs. They believe that the Commonwealth Ministerial Action Group, set up at the Auckland Heads of Government Meeting in November 1995 to address serious and persistent violations of the principles of the Harare Commonwealth Declaration and recommend appropriate action, should broaden its focus to

include not only military regimes but also any such violations "wherever and wherever they occur".

A significant recommendation of the report is that Britain strengthen its trade links with other Commonwealth members. Noting that mutual benefits arise from intra-Commonwealth trade, the MPs affirm that "increasing trade is a crucial part of encouraging economic development, and we welcome the emphasis put on it

riat." They suggest several possible mechanisms by which British government departments could assist in making the most of the commonwealth link in Britain's trade development activities in emerging markets, such as considering the possibility of regular meetings of Commonwealth trade ministers.

(Commonwealth
currents, 2/1996)

"Cybermanif" sur le Web

Une fédération syndicale a entamé, sur Internet, une campagne mondiale contre Bridgestone - Firestone, le géant japonais du pneu. Les résultats semblent encore modestes, mais les organisations de défense des travailleurs s'intéressent de plus en plus à ce nouveau média. Travailleurs de tous les pays, cliquez ici. A une autre époque, plus jûric, cela aurait pu

être le mot d'ordre de l'ICEM * (Fédération internationale des syndicats des travailleurs de la chimie, de l'énergie et des mines). Son secrétariat a créé un site Web et appelle, depuis le 12 juillet, à «cybermanifester» contre Bridgestone - Firestone, le géant japonais du pneu. Il y a deux ans, une grève de six mois s'était soldée par le licenciement de 2.300 grévistes

dans cinq de ses usines américaines. Comment rappeler de façon originale ce triste anniversaire ? Jim Catterson, permanent de l'ICEM à Bruxelles et internate chevronné, s'était longtemps posé la question. Il avait observé le déluge de protestations que les essais nucléaires français avaient provoqué sur Internet et a décidé de s'en inspirer, en détournant les

sites patronaux. «De plus en plus d'entreprises utilisent le Web pour faire leur publicité, explique-t-on sur le site de l'ICEM. Bridgestone-Firestone ne fait pas exception à la règle. Or des cybermanifestants peuvent utiliser ces mêmes sites à d'autres fins...»

C'est ainsi que le site de l'ICEM a mis en place des liens hypertextes avec les sites officiels de Bridgestone - Firestone aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, ainsi qu'avec une quinzaine de serveurs assurant la promotion de la formule Indy 500, à laquelle Bridgestone Firestone s'est associée l'année dernière. Les internautes sont donc invités à rédiger un bref message de protestation, et à y annexer un fichier représentant un drapeau noir, symbole, sur les circuits de formule 1, de disqualification pour faute grave.

Le syndical fournit par ailleurs les adresses électroniques des banques japonaises (Sumitomo, Fuji) actionnaires de Bridgestone-Firestone, et dit, au passage, regretter ne pas en savoir plus long sur la famille Ishibashi, les véritables patrons. Il esc également demandé aux internautes connaissant les adresses électroniques de la direction de Bridgestone - Firestone aux Etats-Unis de les fournir au syndicat, qui promet de les mettre en ligne. Trevor Hoskins, vice-président chargé des relations publiques de la filiale américaine, reconnaît que son entreprise «est la première entreprise à être attaquée sur Internet. Mais nous n'avons reçu qu'une trentaine de messages. Les gens qui soutiennent les syndicats ne sont pas sur Internet». Une fausse sérénité : Bridgestone - Firestone avait tout de même créé des adresses électroniques parallèles, qui auraient pu être activées au cas où ses «boîtes aux lettres» auraient été saturées de messages de protestation.

L'ICEM ne saura jamais combien d'internautes se sont ser-

vis de son site pour communiquer avec la firme, mais il demeure persuadé que le «cyber-piquet de grève» prendra inévitablement de l'ampleur. Peut-être servira-t-il même d'exemple : « Internet esc appelé à devenir un outil pour syndiquer les travailleurs », affirme Jim Catterson.

Une intersyndicale planétaire

Des centaines de syndicats de tous les continents se servent du réseau pour faire connaître leurs combats et diffuser des informations parfois négligées par les grands médias. Les premières organisations syndicales à investir Internet furent naturellement les grandes centrales américaines. Aujourd'hui, le site de l'AFL-CIO constitue une vaste source de renseignements pratiques sur tous les aspects de l'action syndicale et de la vie professionnelle des salariés, et une base de départ pour découvrir les sites d'une cinquantaine de syndicats fédérés. On y trouve aussi bien sûr le prolongement d'actions revendicatives, par exemple la revue électronique hebdomadaire rédigée par les grévistes du Detroit Sunday Journal, ou encore la liste des entreprises frappées par des campagnes de boycottage, comme Alitalia, RJR Tobacco ou Michelin. Dans la foulée, les principaux syndicats des pays anglophones, de l'Irlande à la Nouvelle-Zélande, ont à leur tour découvert Internet. Le Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu), célèbre pour sa lutte contre l'apartheid, se sert du réseau comme d'une tribune dans les débats de fond qui agitent le monde du travail de la nouvelle Afrique du Sud : ainsi, Cyril Ramaphosa, ancien secrétaire général de l'ANC, explique-t-il dans un long entretien pourquoi il a délaissé l'action politique pour se lancer dans les affaires.

Peu à peu, les syndicats anglophones sont rattrapés par les

grandes confédérations européennes, dont les sites tentent de concilier militantisme et services pratiques. Les Pays-Bas et la Scandinavie sont très présents. En Allemagne, le site d'IG-Metall propose de nombreux dossiers, des liens avec quatre-vingt-dix autres sites (partis politiques, bibliothèques), et lance la réflexion sur les implications syndicales du développement du télé-travail. L'action militante n'est jamais loin : sur son site, IG-Mecall se réjouit de l'entente conclue récemment avec Volkswagen pour lutter contre le harcèlement et la discrimination sur les lieux de travail, ou explique pourquoi il s'est associé à Amnesty International, à la veille des Jeux olympiques d'Atlanta, pour une campagne contre la peine de mort, en vigueur dans trente-huit Etats américains, dont la Géorgie.

Un pays européen manque à l'appel : la France. Aucune des grandes centrales françaises n'est sur Internet, même si la CFDT, la CGT et Force ouvrière songent à ouvrir des sites dans un proche avenir. La CFDT a commandé une étude de faisabilité à des consultants en informatique. A son serveur Minitel succédera peut-être bientôt un site Web destiné au grand public. Plus généralement, les militants des pays francophones, peut-être plus portés à descendre dans la rue qu'à s'aventurer dans le cyberspace, ont tardé à se manifester. La Fédération générale des travailleurs de Belgique dispose de quelques pages Web sur son site bilingue (néerlandais-français), ou l'on découvre quantité de renseignements sur les prestations sociales et le droit du travail.

C'est bien sûr au Québec qu'on trouve le plus de sites syndicaux francophones, de qualité inégale. Le Syndicat canadien de la fonction publique présente son «plan d'action pour la défense des services publics», et la Centrale de

enseignement fait la promotion de ses publications. Le site québécois le plus étoffé est celui de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). A l'occasion de son soixante-quatrième anniversaire, la plus militante des centrales québécoises présente une collection de photos retraçant les grandes grèves qui ont marqué l'histoire du Québec, accompagnées de textes musclés. On y trouve aussi une série de caricatures humoristiques. A la page «Solidarité internationale», la CSN informe les internautes du monde entier sur le sort des travailleurs les plus déshérités et les plus exploités du continent américain : les coupeurs de canne à sucre haïtiens travaillant en République dominicaine.

Mais c'est à l'autre bout du monde, en Corée du Sud, qu'Internet remplit le mieux son rôle de média alternatif. La KCTU, confédération sud-coréenne indépendante réunissant un millier de syndi-

cats et quatre cent mille membres, utilise le réseau mondial pour faire connaître à l'étranger son combat difficile : on apprend ainsi que, en Corée, les syndicats sont toujours interdits dans l'administration publique, dans l'enseignement et dans plusieurs secteurs dont la production est destinée à l'exportation, ou que la semaine de travail y est l'une des plus longues au monde. A la rubrique «Campagnes», le site de la KCTU (en coréen et en anglais) affiche, sous le titre «Rendez-nous nos collègues !», les noms de vingt-quatre syndicalistes sud-coréens actuellement emprisonnés, dont dix-sept sont membres de la KCTU. Mais le syndicat ne désarme pas : neuf autres militants, recherchés par la police, courent toujours.

Michel Arseneault

AFL-CIO :

<http://www.aflcio.org/>

COSATU :

<http://www.anc.org.za :80/cosatu>

IG-METALL :

<http://www.igmetall.de>

FGT :

<http://www.setca-fgtb.be/syndicat/>

SCFP :

<http://www.total.net/~louisc/scfpww~1.htm>

CEAT :

<http://grics.grics.qc.ca/ceq/>

CSN :

<http://www.accent.net/csn/>

KCTU :

<http://www.cybercom.co.kr/kctu/>

* La Fédération internationale des syndicats des travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses, dont le siège est à Bruxelles, compte 20 millions de membres,
<http://www.icem.org>

(LiMoaJe, 18-19 août 1996)

New... Créations... Plans... New... Créations... Plans... New...

When they announced on 10 March in Trujillo (Peru) the Creation of an Andean Community, the Presidents of Bolivia, Columbia, Ecuador, Peru and Venezuela declared that they had sought inspiration from the example of the European Union. The new Community, which replaces the Andean Pact, now 26 years old, will include a presidential council, a permanent secretariat and a parliament, whose members are elected through universal suffrage. This set-up clearly recalls the structure of the 15-nation European Union.

(Frontier-free Europe, No 4-1996)

Ingenieurs Assistance Internationale (I.A.I.) est une

initiative de la Fédération Royale d'Associations Belges d'Ingénieurs Civils et Agronomes (F.A.B.L.), constituée sous forme d'une association non commerciale et disposant des services de quelques centaines d'ingénieurs, de toutes spécialités, qui se sont portés volontaires pour des missions d'expertise et de conseils techniques en faveur des P.V.D.

Ces ingénieurs volontaires exercent une activité dans des industries ou des organismes privés ou publics ainsi que dans l'enseignement technique et universitaire. Ce sont aussi des ingénieurs retraités disposant d'une solide expérience. Tous souhaitent mettre leur savoir-faire, leur expérience et leur enthousiasme au service de l'action humanitaire.

Si nécessaire, Ingénieurs

Assistance Internationale peut également interroger les ingénieurs universitaires membres de la F.A.B.L., sur des problèmes spécifiques relevant de tous les secteurs de la vie économique courante.

Le but de cette association est d'apporter une assistance relevant de l'art de l'ingénieur. Il est d'être aux côtés des populations locales démunies pour les aider à faire le bon choix technico-économique ou pour simplement les dépanner.

L'association se veut être un intermédiaire encre les fournisseurs de technologies au Nord et les besoins du Sud, elle a l'intention d'apporter un label de qualité et de garantie aux projets de développement associatif, les meilleures chances de réussite auprès des

- Prestations d'I.A.I.
- Identification des besoins
- étude des opportunités et de faisabilité
- documentation technique
- conseils et expertises
- rapports d'évaluation
- analyses, essais
- interventions ponctuelles
- cahier des charges
- ingénierie, élaboration de dossiers de financement du projet détaillé
- assistance à la réalisation et au démarrage
- assistance à l'exploitation, formation professionnelle, gestion, commercialisation
- représentation auprès d'organismes européens.

Contact:
 Ingénieurs Assistance Internationale (I.A.I) Hôtel Ravenstein,
 rue Ravenstein 3, B-1000
 Bruxelles, Belgique.
 Tel. 32-2/512.53.53
 Fax. 32-2/512.89.49
 Banque 210-0083762-06.

La francophonie scientifique a désormais son site internet : l'espace scientifique francophone
 Ce site présente l'ensemble des activités, programmes et structures du réseau scientifique francophone qui regroupe aujourd'hui 400 établissements, 5000 équipes de recherche et 50 000 chercheurs et enseignants. Il offre également des outils scientifiques interactifs mis à la disposition des internautes francophones (Revue, banques de données, répertoires Internet...)

Le site a été présenté le 23 mai 1996 au ministre québécois des relations internationales et responsables de la Francophonie, Monsieur Sylvain Simard, en présence des membres du Conseil d'administration de l'AUPELF-UREF, à l'occasion de l'inauguration du centre SYFED-REFER de Montréal. Le centre héberge le serveur REFER AMERIQUE-CONTACT, qui offre notamment un répertoire de tous les sites universitaires en Amérique du Nord.

(Adresse URL :
<http://WWW.refer.qc.ca>)

Talks have begun between the Commonwealth Secretariat and the Agency de coopération culturelle et technique (ACCT), on possible areas of mutual interest and co-operation between the two organisations. The ACCT is the intergovernmental organisation that unites the 44 members and associated states of La Francophonie, a worldwide grouping of nations and regional governments linked by their common use of the French language.

In late April, a delegation led by ACCT Secretary-General Jean-Louis Roy visited Marlborough House in London to meet with Commonwealth Secretary-General Chief Emeka Anyaoku and senior Secretariat staff, and to see at first hand the work of the Secretariat's various divisions. Possible areas of future collaboration include the promotion of democracy and human rights, mediation and peace missions, debt management, the environment and support for economic integration.

{Commonwealth Currents, 2/1996}

Ce 4 octobre 1996 mourait à Bruxelles le sénateur Etienne de la Vallée Poussin président de l'UAI de 1952 à 1966

Appelé à remplacer le vicomte Paul van Zeeland, devenu ministre des Affaires étrangères de Belgique, E. de la Vallée Poussin avait accepté de poursuivre la tâche entreprise par celui-ci, depuis 1948, et de diriger la reprise d'activités et la réorganisation de l'UAI après guerre, il assumait cette mission pendant près de 15 ans et présida les assemblées générales de 1955 (Paris), 1958 (Bruxelles), 1960 (Lausanne), 1962 (Rome) et 1964 (Bruxelles). Il présenta sa démission en 1966 à Copenhague et fut remplacé par Franco Alberto Casadio.

L'UAI tient à rendre hommage à ce pionnier de la coopération internationale qui avait mis au service de l'UAI son zèle et son talent.

Le 15 décembre 1954, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, E. de la Vallée Poussin déclarait : "Le 19e siècle avait voulu être le siècle de la liberté, et pour l'assurer, il avait proclamé sa foi dans l'autonomie de l'individu et la souveraineté absolue des Etats. Le 20e siècle a compris, à la lumière d'expériences terribles, que s'il faut respecter les droits individuels de l'homme et l'indépendance des Etats, il faut aussi organiser la coopération des individus et la collaboration des Etats. Jamais l'homme n'est plus utile que lorsqu'il s'associe avec ses semblables pour réaliser une grande œuvre d'intérêt commun. Jamais les Etats ne remplissent mieux leur mission que lorsqu'ils s'entendent entre eux et se lient par des conventions en vue de résoudre les problèmes internationaux qu'ils seraient incapables d'affronter avec leurs seules forces".

| Some items in recent issues : | Issue number |
|---|---|
| <i>Parmi les thèmes traités récemment :</i> | <i>Numéros •</i> |
| Transnational actors in the international system <i>Les acteurs transnationaux Jam le système international</i> | 4/199, 2/1994 6/1994, 6/1995. |
| The recognition of the legal personality of INGOs <i>La reconnaissance de la personnalité juridique des OING</i> | 3/1986 3/1990 5/1990, 3/1995. |
| Cooperation between INGOs and IGOs <i>La coopération entre les OING et les OIG</i> | 2/1994 3/1994 1/1995, 5/1995, 6/1995, 2/1996. |
| North-American Associations <i>Associations nord-américaines</i> | 4/1996. |
| Latin American Associations <i>Les associations latino-américaines</i> | 6/1989, 3/1990, 1/1993. |
| African Associations <i>Associations africaines</i> | 3/1994,4/1995, 1/1996, 2/1996. |
| European Associations after Maastricht <i>Les associations européennes après Maastricht</i> | 2/1994, 6/1994, 1/1995, 4/1996. |
| The Management of INGOs <i>La gestion des OING</i> | 2/1996. |
| Social movements, trade unions and cooperatives <i>Mouvements sociaux, syndicats et coopératives</i> | 3/1990,4/1994, 4/1995,1/1996. |
| Social and economic development <i>Développement économique et social</i> | 5/1994, 4/1995, 1/1996,4/1996. |
| INGOs view of environmental problems <i>Les OING et les problèmes écologiques</i> | 4/1989, 1/1990, 4/1995, 2/1996. |
| Humanitarian aid and humanitarian law <i>L'aide et le droit humanitaires</i> | 2/1992,4/1992, 2/1994, 2/1996. |
| Language, communication and education <i>Langage, communication et éducation</i> | 5/1994, 6/1994, 1/1996,4/1996. |
| Civil Society and the State <i>La société civile et l'Etat</i> | 3/1994, 3/1995, 6/1995, 1/1996. |

Some authors / ont publié dans tas colonnes :

Chadwick Alger, Cherif Bassioui, Mohammed Bedjaoui, Jan Berting, Maurice Bertrand, Elise Boulding, Boutros Boutros-Ghali, John Clark, Jacques Delors, Thomas Dichter, Adama Dieng, Johan Galmng, Susan George André Gorz, Group of Lisbon, Robin Guthrie, Robert Harris, Jürgen Höfner, Alexandre Kiss, Alain Labrousse Ronnie D. Lipschutz, Mate Luyckx, Elikia M'Bokolo, Morton Mitchnik, Basarab Nicolescu, Ignacio Ramonet, François Rigaux, Nigel Rodley, Wolfgang Sachs, Pierre de Senarclens, Christiane Scrivener, Vaudana Shiva, Rodolfo Stavenhagen, Rajesh Tandon, Charles Taylor.

Forthcoming topics :

Dans les prochains numéros :

- **Religions in a transnational context**
Religions et transnationalité
- **Democracy and globalization**
Démocratie et mondialisation
- **Women in the European social dialogue**
Les femmes et le dialogue social européen

Articles appearing in the journal are indexed in PAIS (Public Affairs Information Service) and AGRIS (International Information System for the Agricultural Sciences and Technology), FAO.

| | FB | FF | FS | £ | US\$ | DM |
|--------------------------------|-------|-----|----|-------|-------|----|
| Subscription / Abonnement 1996 | 1.450 | 250 | 58 | 24.00 | 46.00 | 72 |
| + postage : surface mail | 300 | 50 | 13 | 5.00 | 9.50 | 13 |
| or by airmail | | | | | 16.00 | |

Commande à envoyer directement à / Order to be sent directly to :

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

Rue Washington 40 - B-1050 BRUXELLES, Belgique - Telex 65080 INAC B - Fax (32 2) 646 05 25

Order Form :

Bon de commande :

Name Nom

Address Adresse

• Payment enclosed
joint

• Paiement ci-

• Payment made to your account n° • Virement fait à votre compte n°

• Invoice required
envoyer une facture

• Veuillez

Date

Signature

Methods of payment / Modes de paiement

Mandat international à notre compte chèque postal n° 000-0034699-70 à Bruxelles ou virement en francs belges auprès de la Générale de Banque compte n° 210-0508283-55 Agence Magistrat, 1050 Bruxelles.

Genève : Compte n° 472.043-30 Q o l'Union de Banques Suisses.

Köln : Konto nr 1.0672712.90, Generale Bank & C°, Clristophsrasse 33.

Paris : Compte n° 545150/04200 au Crédit du Nord, bid Haussmann, 6-S.

London : Account n° 04552334, National Westminster Bank Ltd, 1 Princes Street.

Transnational Associations

Associations transnationales

Editors/Redaction
Jacques RAEYMAECKERS
Geneviève DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK
Paul GHILS

Published by/Publié par:
Union of International
Associations (UIA)
(founded 1910)
Issn-0020-6059

Editorial and

rue Washington 40,
1050 Bruxelles (Belgium)
Tel (02) 640 1808-
64041 09
Fax (322) 646 05 25
E mail: uia@uia.be
WWW:http://www.uia.org

Editeur responsable:
Jacques Raeymaeckers
rue Washington 40
1050 Bruxelles (Belgique)
Tél. 02)640 18 08 -
6404109
Télécopie: (322) 646 05 25

Subscription rate:
BF 1.300, or equivalent per
year (6 issues) + postage BF
270.

Abonnement: FB 1300au

numéros) + Frais de porc
FB 270.

Method of payment:
Mode de paiement à
utiliser:

Bruxelles: Compte chèque
postal n° 000.003.699.70 ou
Compte n° 210.0508283.55
à la Générale de Banque, 253,
avenue Louise, 1050
Bruxelles.

London: Account n°
04552334, National
Westminster Bank Ltd,
21 Lombard Street.

Genève: Compte courant
n° 472.043.30 Q à l'Union
des Banques suisses.

n° 545150-04200 au Crédit
du Nord, 6-8 boulevard
Haussmann, Paris 7 5009.

Copyright G 1996 by

Associations. All rights
reserved No part of this
work may be reproduced or

any means - graphic,
electronic, or mechanical,
including photocopying,
recording, taping or
information and retrieval
systems - without written
permission of the Secretary
General, Union of
International Associations.

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

EXECUTIVE COUNCIL
CONSEIL

President:
Marcel Merle (France)
Professeur émérite
Université de Paris 1

Vice-Présidents:
Anne Marie BOUTIN (France)

à la Cour des Comptes
Raymonde MARTINEAU
(Canada)
Chargée des relations avec
les ONG, Office
des Nations Unies
Turkia OULD DADDAH
(Mauritanie)
Directeur général de l'Institut

Treasurer général/
Trésorier General:
Paul E. HIERNAUX
(Belgique)
Président honoraire de

européennes
(EURO - CHAMBRES)

Secrétaire général/
Secretary-General :
Jacques
RAEYMAECKERS
(Belgique)

Members / Membres:
Nina BELYAEVA (Russie)
Président
Interregal Research Center
Mario BETTATI (France)
Professeur à l'Université
de Paris 2
Paul CARÓN (Suisse)
Expert financier
Christian DE LAET
(Canada)
Président, Development,
Alternatives, Montréal.

André DE SCHUTTER
(Belgique)
Président de la Fédération des

établies en Belgique (FAIB)
Philip EVERTS
(Netherlands)

Internationale Studien
Fris HONDIUS
(Netherlands)
Chief Trustee
Europohl
George KIBEDI (Canada)
President, Educational
Society
Georges MALEMPRE
(Belgique)
Directeur du
Cabinet du directeur général
UNESCO.

Andrew E. RICE (USA)
Consultant: Former Deputy,
Society for International
Development
Cyril RITCHIE (Ireland)
President, Federation of
Semi-Official and Private
International Institutions
Established in Geneva (FIG).

Egon SLOPIANKA
(Allemagne)
Ancien secrétaire général de
l'Alliance européenne des
UCIG-YMCAS(EAY).
Gianni TIBALDI (Italie)
Professeur, Università di
Padova, SIOI-Palazzo Reale.
August VANISTENDAEL
(Belgique)
Ministre d'Etat

REPRESENTATIONS
PERMANENTES DE
L'UIA
UIA
REPRESENTATIVES
Organisation des Nations
Unies:
New York: Andrew RICE
Genève: Cyril RITCHIE
Paris: Maryvonne
STEPHAN

